



*Laboratoire d'Economie d'Orléans*

## **Document de Recherche**

**n° 1-1997/1/EI**

**" L'expérience européenne des "pays de la cohésion" :  
rattrapage ou périphérisation accrue ? "**

**Joaquim Ramos SILVA  
Maria Antonina LIMA**

# **L'EXPERIENCE EUROPEENNE DES "PAYS DE LA COHESION": RATTRAPAGE OU PERIPHERISATION ACCRUE?**

*Joaquim Ramos Silva & Maria Antonina Lima*

*ISEG/Université Technique de Lisbonne*

## **Résumé :**

Cette étude porte sur l'expérience des "pays de la cohésion" (l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal), dans la Communauté européenne dans un contexte analytique d'intégration entre pays inégalement développés. On fait l'examen de leurs performances au cours de la période 1985-95, en ce qui concerne notamment les convergences réelle et nominale et l'évolution des flux d'échange au regard des politiques de cohésion elles-mêmes. On a pu constater un contraste important dans les performances de chacun de ces pays. Il est donc difficile d'établir des conclusions générales sur l'ensemble de l'expérience.

## **Abstract :**

This survey focuses on the "cohesion countries" experience (Ireland, Greece, Portugal and Spain) in the European Community within the analytical framework of integration between unequally developed countries. Their performances in the period 1985-95 are examined, particularly as far as real and nominal convergences, the evolution of commercial flows and the cohesion policies are concerned. In spite of some similarities a large difference between countries is found. For the moment, it is therefore difficult to draw conclusions with a general scope based on this experience. In any case, efforts should be pursued in order to produce more in-depth surveys.

Au cours des dernières années, avec l'essor de la régionalisation mondiale, la question de l'intégration entre pays inégalement développés est entrée à l'ordre du jour. En effet, dans les premières décennies de l'après-guerre, les expériences engagées concernaient essentiellement des économies situées à un stade de développement équivalent <sup>1</sup>. Dans les années 1980 et 1990, le nombre des accords régionaux augmente et les zones s'élargissent et s'approfondissent alors que les niveaux de développement des pays membres (et des régions) tendent à diverger (Silva, 1996). Les futurs élargissements en Europe, en Amérique et en Asie feront face à une large différenciation de niveaux économiques entre les pays membres.

Dans la ligne des recherches actuellement mises en œuvre sur l'intégration dans un contexte de développement inégal entre pays membres, l'étude suivante porte sur l'expérience particulière des "pays de la cohésion" (l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal) dans la Communauté européenne. Dans la *première partie*, nous présenterons les caractéristiques de ce groupe de pays et les questions que leur adhésion a suscitées. Dans la *deuxième partie* nous proposerons une analyse de la problématique de la convergence réelle et de la convergence nominale. Dans la *troisième partie*, nous mettrons en relief les questions posées par le commerce intra-communautaire. Dans la *quatrième partie*, nous esquisserons un rappel des politiques de cohésion et leur évaluation. *Finalement*, quelques conclusions plus importantes de l'étude seront soulignées.

## 1. LE CAS DES "PAYS DE LA COHÉSION" (IRLANDE, GRÈCE, ESPAGNE, PORTUGAL).

Lors de la fondation de la Communauté Economique Européenne, seul le sud de l'Italie, le *Mezzogiorno*, s'écartait nettement du niveau européen moyen (retard qui n'a d'ailleurs pas été rattrapé). La problématique de la convergence et de la cohésion était donc très peu présente dans le Traité de Rome et par conséquent, dans les politiques qu'il a inspirées. Néanmoins, l'article 130a stipule que "*la mise en valeur des régions les moins développées*" est un des objectifs principaux de l'action de la Banque Européenne d'Investissement, ce qui est évidemment secondaire par rapport aux dimensions actuelles du problème. La situation change avec les élargissements successifs des années 1970 et 1980. L'Irlande représentait en 1973 le premier cas d'un pays (et non d'une région) qui s'éloignait nettement de la moyenne communautaire. Elle sera suivie par la Grèce (deuxième élargissement), en 1981, l'Espagne et le Portugal (troisième), en 1986. L'éventail des disparités nationales s'est alors substantiellement élargi (et davantage encore en termes régionaux) <sup>2</sup>. Seul, le Portugal, avait précédemment participé, dans des conditions fort spéciales d'ailleurs, au processus

<sup>1</sup> Dans son œuvre de référence sur l'histoire de la pensée en intégration économique, F. Machlup (1977, pp. 84-5), soulevait, la question des conséquences à long terme de l'union entre un pays moins développé et un pays avancé. Cependant, il laissait ouverte la question de la convergence et de la divergence "*The trouble with thinking and talking about such possibilities is that everything is conceivable and nothing can be said with any degree of certainty*".

<sup>2</sup> En termes relatifs, les inégalités au sein de l'UE ne semblent pourtant pas particulièrement marquées. Mesurées en PIB par habitant, elles sont bien plus considérables, dans l'ALENA (entre les Etats-Unis et le Mexique) ou dans l'ASEAN (entre Singapour et le Vietnam, un exemple extrême). Pour ce qui est des différences entre le niveau national et régional au sein de l'UE: en 1992, en standard pouvoir d'achat, l'écart entre le pays le plus pauvre et le plus riche était de 2,13 (59,7 pour la Grèce, 127,3 pour le Luxembourg, moyenne communautaire=100), tandis qu'au niveau régional, l'écart était de 4,83 (41 pour l'Alentejo et les Açores et 198 pour Hambourg), la distance serait encore plus grande si elle était mesurée en Ecus courants.

d'intégration européenne comme membre fondateur de l'AELE (*Association Européenne de Libre Echange*, qui est entrée en vigueur en 1960). Autrement dit, une large partie des périphéries moins développées, méditerranéenne et celtique, était demeurée en dehors de la première phase de l'intégration européenne, que ce soit dans l'AELE ou dans la CEE <sup>3</sup>. Le terme de « cohésion » est entré dans le vocabulaire communautaire, après l'adoption de l'Acte Unique (approuvé en janvier 1986, en vigueur depuis juillet 1987), où le champ de compétence de la Communauté était élargi à la "*cohésion économique et sociale*" (alors devenu le Titre V du Traité de Rome). Par la suite, un Fonds de Cohésion a été créé par le Traité de l'Union Européenne en 1992 (dit de Maastricht, en vigueur depuis novembre 1993), dans le cadre du "*renforcement de la cohésion économique et sociale*" qui est devenu l'une des priorités de l'UE <sup>4</sup>, dans la voie vers l'Union économique et monétaire. L'accès au Fonds de Cohésion était d'ailleurs réservé aux états membres avec un PIB par habitant globalement inférieur à 90% de la moyenne communautaire.

**TABEAU I : Contribution des différentes branches économiques à la valeur ajoutée brute en 1992**  
(%, en prix courants)

	Agriculture	Produits énergétiques	Produits industriels	Construction	Services marchands	Services non marchands
EUR 12*	2,6	4,7	22,3	6,1	49,5	14,8
Espagne	3,8	6,2	18,7	9,2	47,1	15,0
Grèce	17,0	4,0	17,0	6,3	39,5	16,2
Irlande	7,6	3,1	29,4	5,5	38,5	15,9
Portugal	5,9	3,0	26,5	7,0	43,8	13,8

\* Sans l'Allemagne de l'est

Source: EUROSTAT

L'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal présentaient au moment de leur entrée dans la CE, un PIB par habitant inférieur à 75% de la moyenne communautaire. Au-delà de cet aspect, et en dépit de leurs différences de taille, de structures économiques, de trajet historique, de culture, de langues, etc., ils avaient un certain nombre de caractéristiques communes, et, notamment, une émigration créatrice de liens humains et culturels avec bon nombre de pays. L'entrée de ces pays a donc constitué un apport important au rayonnement de la CE dans le monde. De plus, la dimension politique a été d'une importance primordiale. Il s'agissait, dans les trois pays de l'Europe du sud, de renforcer les régimes démocratiques installés en 1974-77 <sup>5</sup> ce qui a donné une importance secondaire aux écarts de développement. Par la suite, ces

<sup>3</sup> La CEE avait cependant signé un accord d'association avec la Grèce en 1961 et des accords d'échange préférentiels avec l'Espagne en 1970 et le Portugal en 1972.

<sup>4</sup> Après l'Acte Unique, le principe de la cohésion économique et sociale est aussi explicitement consacré dans le TUE (art. 2, 3-J et 130-D). Un protocole additionnel à ce Traité a mieux défini la politique de cohésion, notamment les formes d'accès au Fonds, lequel devait être créé jusqu'au 31 décembre de 1993 (et pourtant, compte tenu des retards liés à la ratification du Traité de Maastricht, le Fonds de Cohésion ne sera créé que le 24 mai 1994, date de son entrée en vigueur, entre-temps, un instrument financier provisoire avait été mis en place depuis le 1 avril 1993). Tout en partant de notre problème central, nous reviendrons par la suite à des aspects spécifiques de cette législation.

<sup>5</sup> Parmi beaucoup d'autres auteurs qui ont écrit à ce sujet, on peut citer W. Wallace (1994, p. 18): "*L'adhésion pleine de la Grèce (1981), de l'Espagne et du Portugal (1986), a été envisagée par les deux côtés comme une récompense pour la transition à la démocratie aussi bien que comme un moyen à fin de consolider la*

trois pays et la Communauté ont pu bénéficier du "bien public" international représenté par la stabilisation de ces jeunes démocraties. Aujourd'hui, ce type d'argument continue d'ailleurs, à être repris à l'égard des nouveaux candidats à l'entrée dans l'UE, notamment des pays de l'Europe de l'Est. La CEE n'avait-elle pas elle-même la volonté de contribuer à la cause de la paix et de la démocratie en Europe en commençant par le renforcement des liens économiques et commerciaux entre ses membres ?

TABLEAU II - Taux de Chômage, 1994(%)

EUR 12	10,9
Espagne	22,4
Grèce	10,2
Irlande	17,7
Portugal	6,1

Source: Eurostat

D'après certains auteurs (Baldwin, 1994, pp. 145-6), depuis l'entrée de ces pays, la Communauté aurait même changé sa nature, aussi bien qualitativement que quantitativement. D'une part, ces pays étaient intéressés non seulement par l'efficacité de leurs économies, mais également par l'adoption de stratégies précises de rattrapage. D'autre part, il devenait de plus en plus clair, que l'approfondissement de l'intégration ne conduisait pas automatiquement au rattrapage par des mécanismes de type Stolper-Samuelson fondés sur la convergence des rémunérations réelles des facteurs (J. Bhagwati, 1994). Ainsi, à titre illustratif, une étude publiée par *Economie européenne* (octobre 1990), a-t-elle montré que l'écart entre les dix régions les plus riches et les dix régions les plus pauvres de la Communauté s'était creusé pendant les années 1980. L'UE ne pouvait donc plus éluder le problème de la possibilité du maintien, voire de l'aggravation, des inégalités entre pays membres et entre les régions.

L'analyse suivante portera donc sur l'expérience des quatre pays les moins développés de l'UE, tout particulièrement au cours de la période 1985-95. Ces pays ayant adhéré il y a dix ans au moins, on dispose de séries dotées d'une certaine fiabilité.

*démocratie. L'ouverture économique et les transferts financiers ont alors été accordés pour des raisons politiques".*

## 2. LA CONVERGENCE RÉELLE ET NOMINALE

La problématique de la convergence sera envisagée en termes réels (2.1) et nominaux (2.2).

### 2.1 Vers la convergence réelle?

Au cours des années 1985-95, en termes de PIB par habitant, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal ont vu les écarts vis-à-vis de la moyenne européenne se réduire, tandis que la Grèce s'en éloignait (tableau III) <sup>6</sup>.

C'est l'Irlande qui, a enregistré la plus remarquable performance. Non seulement elle a dépassé la Grèce et l'Espagne, mais elle a aussi comblé la plupart de la distance qui la séparait de la moyenne en 1985. Le maintien de ce rythme pourrait permettre à l'Irlande de se passer, dans quelques années, des aides structurelles de la Communauté. Plusieurs auteurs soulignent l'importance du tournant des années 1987-1990 en matière de politique économique. Les quatre éléments les plus importants de cette politique étaient (Geary, 1992, p. 269): 1) un budget équilibré par des coupes dans les dépenses courantes et de capital; 2) une réforme fiscale (abattements de l'impôt sur le revenu, amélioration de la « machine fiscale », élargissement de l'assiette fiscale) 3) un engagement en matière d'équité sociale, avec l'amélioration de l'efficacité des systèmes sociaux 4) "*development-oriented policies*", etc. Ce programme, qui a bénéficié d'un large consensus politique, a atteint un haut niveau de crédibilité (à l'intérieur du pays, en UE et dans le reste du monde) et a su jouer favorablement avec les anticipations des agents économiques.

TABLEAU III - **Produit Intérieur Brut Par Habitant**  
(Aux prix courants, en standard pouvoir d'achat)

	1960	1970	1980	1985	1986	1987	1988
EUR 12	100	100	100	100	100	100	100
ESPAGNE	58,5	72,4	71,1	70,1	70,2	72,1	72,7
GRÈCE	42,7	57,0	64,1	62,5	62,5	59,7	59,9
IRLANDE	58,9	57,8	62,0	63,5	63,5	63,4	63,7
PORTUGAL	37,8	47,3	52,8	51,1	51,1	53,2	53,2
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
EUR 12	100	100	100	100	100	100	100
ESPAGNE	73,8	74,5	76,9	75,1	74,9	74,9	75,1
GRÈCE	60,2	58,2	58,3	59,7	59,6	58,3	57,3
IRLANDE	66,8	71,1	72,6	75,7	79,3	82,3	84,8
PORTUGAL	54,3	55,5	58,2	59,9	59,8	59,2	59,5

Source: *Economie européenne*, 1995, n° 59, p. 207.

<sup>6</sup> C'est le moment de souligner que nous sommes parfaitement conscients de la précarité de ces chiffres. En effet, malgré tous les efforts d'harmonisation et d'amélioration du système statistique européen, beaucoup de travail reste encore à faire (d'ailleurs, la Commission a fait, à plusieurs reprises, des recommandations, notamment adressées aux "pays de la cohésion" mais aussi à la Belgique, afin de prévenir la sous-estimation du PIB). D'autre part, surtout à la suite d'améliorations méthodologiques, les séries sont fréquemment révisées ce qui peut provoquer des déplacements relatifs parfois non négligeable. Du point de vue technique, les élargissements de la Communauté provoquent aussi des changements dans les séries disponibles. Pour ce qui est de notre travail, nous avons recherché des séries le plus possible homogènes, surtout pendant la période 1985-95, par exemple en ne considérant pas l'inclusion de l'Allemagne de l'est depuis 1991, ou les nouveaux membres de 1995, ce qui pouvait influencer la position relative des "pays de la cohésion".

En ce qui concerne l'Espagne et du Portugal, le rattrapage s'est concentré sur la période 1985-92. On observe ensuite la stagnation et même un léger déclin relatif ces dernières années. Ce fait ne facilite pas la distinction de ce qui peut être le résultat de l'intégration ou d'une conjoncture mondiale favorable (responsable d'un très significatif rattrapage dans les années 1960-7) <sup>7</sup>. D'après cet indicateur, le Portugal a cependant connu d'importants progrès relatifs et il se trouve maintenant en parité avec la Grèce. Sa performance est d'autant plus remarquable qu'il partait du niveau le plus bas en 1960.

TABLEAU IV - Indice de la production industrielle\* (1985=100)

	1988	1990	1992	1994
EUR-12	108,9	115,7	114,5	116,3
Espagne	111,1	116,2	112,9	114,7
Grèce	103,7	103,3	100,7	98,8
Irlande	123,1	143,8	162,2	191,7
Portugal	116,2	135,3	132,1	125,2

\* sans le bâtiment

Source: EUROSTAT

Dans une perspective de long terme, et malgré tous les doutes sur la capacité explicative de cet indicateur synthétique et le caractère cyclique de l'évolution, le Portugal et l'Irlande (celle-ci à partir de 1973), semblent nettement récompensés dans leurs efforts de *catching-up*, par le fait d'avoir participé à l'intégration économique européenne au cours des dernières décennies. Par contre, on doit remarquer que l'Espagne, dont les progrès relatifs sont nettement moins sensibles (elle avait le PIB par habitant le plus élevé du groupe en 1985, mais elle a été dépassée par l'Irlande en 1992 et l'écart entre ces deux pays n'a cessé de se creuser depuis) est restée plutôt fermée et autarcique jusqu'à l'entrée dans la CEE (Galy et al., 1993). Ainsi, a-t-elle connu des problèmes parfois d'adaptation au nouvel environnement (par exemple, elle connaît le taux de chômage le plus élevé de toute la Communauté, cf. tableau II), malgré les efforts redoublés de son gouvernement central.

Malgré le contraste entre les performances nationales (qui apparaît très amplifié dans les chiffres concernant l'indice de la production industrielle, cf. tableau IV), et l'évolution négative de la Grèce, la convergence du PIB par tête sur la période 1985 est cependant indéniable et significative pour trois pays de la "cohésion". Ce fait doit être d'autant plus souligné que ces processus sont en général, longs et complexes. Comin (1995), en analysant la politique de l'Espagne depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, montre la difficulté de cet objectif. Le rapprochement de ces trois pays vis-à-vis des moyennes européennes est sans doute un résultat important, mais ses bases restent fragiles et des retours en arrière sont toujours possibles.

<sup>7</sup> Pour ce qui est de l'évolution de l'Espagne dans les années postérieures à son entrée dans la CE, cette même question est soulevée par F. Comin (1995) et par L. Prados de la Escosura et J. Sanz (1995).

**TABLEAU V Evolution par Rapport aux "Grandes Puissances Voisines"**  
(Quotient entre les PIB par habitant, en standard pouvoir d'achat ; en pourcentage)

	1960	1970	1980	1985	1990	1995
Irlande/Royaume-Uni	47,5	55,3	63,9	63,3	70,5	85,1
Portugal/Espagne	64,2	65,3	74,3	72,9	74,5	79,2

Source: EUROSTAT

L'évolution des pays relativement plus petits et faibles vis-à-vis de leurs voisins, avec lesquels ils ont souvent entretenu des relations conflictuelles, présente des caractéristiques intéressantes (Tableau V) dominées par le rapprochement entre le Royaume-Uni et l'Irlande d'une part, et l'Espagne et le Portugal d'autre part <sup>8</sup>, notamment après 1985. L'intégration régionale en Europe aurait ainsi favorisé un plus meilleur équilibre entre ces pays <sup>9</sup>. Ainsi, en Irlande, la production industrielle a doublé entre 1985 et 1995 (cf. tableau IV <sup>10</sup>), malgré un taux de chômage élevé (cf. tableau II) <sup>11</sup>. La marginalisation de la Grèce qui a peu suivi les critères qui découlent des politiques économiques européennes (hormis la Suède entrée plus tard, elle a été le seul pays à n'avoir jamais participé au mécanisme de change du système monétaire européen), confirme sur un autre plan, cette même conclusion <sup>12</sup>.

**TABLEAU VI - Salaires horaires - Industries manufacturières (en ecus)**

	1984	1989	1992	1994
Danemark	11,79	11,32	13,10	14,16
Espagne	---	5,68	6,71	6,48
Grèce	3,88	3,23	3,68	3,92
Irlande	8,5	6,56	7,83	7,92
Portugal	2,26	1,60	2,38	2,36

Source: EUROSTAT

Les chiffres relatifs à l'évolution du salaire industriel entre 1984 et 1994 (cf. tableau VI), montrent que, au-delà d'une certaine instabilité, l'écart entre le salaire le plus élevé en 1994 (le danois) et le salaire le plus bas (le portugais) est demeuré très large et il s'est même aggravé (sauf en 1989-92). Dans les autres pays (Irlande, Grèce et Espagne), malgré les

<sup>8</sup> Au-delà du problème turc, un raisonnement direct de ce type serait beaucoup moins clair dans le cas de la Grèce (Italie?, Allemagne?); on y reviendra par la suite.

<sup>9</sup> Dans Silva (1994), on analyse le renforcement de la position politico-économique du Portugal après son entrée dans la CE, ou du moins l'élargissement de ses opportunités, qu'il ne pouvait créer à lui seul.

<sup>10</sup> Pourtant, il faut ajouter à nos remarques précédentes à propos de la fiabilité des données statistiques que, d'après Barry (1996, p. 347), beaucoup d'économistes considèrent que ces chiffres concernant l'Irlande sont surestimés du fait des phénomènes de transfert de prix.

<sup>11</sup> Toutefois, en ce qui concerne la productivité, un indicateur très important du point de vue de la convergence réelle, les résultats irlandais ont été également remarquables. Ainsi, le PIB par travailleur par rapport à la moyenne communautaire des "Douze" (=100) est passé de 69 en 1973, à 75 en 1980, à 83 en 1985 et à 89 en 1990 (Kieran, 1992, p. 229).

<sup>12</sup> Pour une analyse comparative des deux stratégies, irlandaise et grecque, notamment en ce qui concerne les programmes de stabilisation, voir Alogoskoufis, 1992.



différences de départ, l'évolution de ce même rapport a été, dans ses grandes lignes, similaire. Cela suggère que les écarts salariaux résistent à la libre circulation (formelle) des produits et des facteurs. Les niveaux de la consommation privée (cf. tableau VII), semblent par contre beaucoup plus stables.

TABLEAU VII - Rapport de la consommation privée par habitant à la moyenne communautaire  
(aux prix et parités pouvoir d'achat courants)

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
EUR 12*	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Espagne	76,2	72,4	71,9	73,4	73,9	75,4	76,0	78,0	76,5	76,0	76,0	76,9
Grèce	70,5	69,2	70,5	69,9	69,1	70,7	69,8	69,2	71,6	71,6	70,7	69,9
Irlande	67,8	62,4	61,0	62,2	62,8	65,7	67,7	69,4	71,6	71,2	73,0	75,3
Portugal	57,8	56,0	54,6	55,2	56,1	56,0	57,2	59,9	60,8	61,6	60,9	60,8

\* Sans l'Allemagne de l'est

Source: EUROSTAT

## 2.2 Les chemins de la convergence nominale.

L'Union économique se définit comme:

- 1) un marché unique dans lequel les personnes, les biens et les services peuvent se déplacer librement;
- 2) une politique de la concurrence à travers le renforcement du mécanisme des prix;
- 3) des politiques communes (ajustement structurel et développement régional);
- 4) des politiques macro-économiques coordonnées (politique budgétaire avec des règles en ce qui concerne l'amplitude et le financement du déficit budgétaire);

A son tour l'Union monétaire exige les conditions suivantes:

- 1) la garantie de la convertibilité totale et irréversible des différentes monnaies;
- 2) la complète libéralisation des mouvements de capitaux et intégration complète des marchés financier et bancaire;
- 3) la fixation irréversible des parités.

Si une union monétaire se réalise avec des parités fixes ou avec une monnaie unique, cette dernière forme institutionnelle présente plusieurs avantages: réduction des coûts de transaction, transparence des prix, économies d'échelle, crédibilité, visibilité (Commission des Communautés, 1990). Le choix de la Communauté en faveur d'une monnaie unique présupposait par ailleurs :

- 1) un certain parallélisme dans le développement de l'Union économique et de l'Union monétaire <sup>13</sup> ;
- 2) l'application du principe de subsidiarité - les différentes tâches sont assignées à l'échelon le plus bas, à moins que des gains de bien-être puissent être tirés de leur affectation à un niveau plus élevé (Commission des Communautés, 1990);

<sup>13</sup> L'Union économique avait gagné un nouvel élan avec la signature de l'Acte Unique et la réalisation de l'objectif Marché unique de 1992.

3) une prise en compte de la diversité des situations dans les différents Etats membres.

Le Traité a consacré une approche par étapes dans la constitution de l'Union monétaire avec l'objectif de permettre un rapprochement des différentes situations /<sup>14</sup>. Dans le processus en trois étapes, c'est dans le cheminement vers la troisième étape que la problématique de la convergence macro-économique nominale devient importante /<sup>15</sup>.

TABLEAU VIII - Performances des Pays de la cohésion en matière d'inflation (1990-1995)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Grèce	19.2	18.5	14.6	13.6	10.8	9.5
Espagne	6.5	6.3	6.4	5.6	4.9	4.5
Irlande	1.4	2.5	2.8	1.6	2.8	2.7
Portugal	12.6	11.1	9.8	7.9	5.5	4.6
EUR 12 <sup>1</sup>	4.7	7.4	4.8	3.5	2.5	2.9
Fourchette de réf. <sup>2</sup>	2.9-4.2	3.7-4.0	3.6-3.9	3.1-3.6	3.2-3.8	3.4-3.7
Moyenne <sup>3</sup>	2.1	2.4	2.2	1.8	1.9	2.1

Notes: 1- Comprenant seulement l'Allemagne occidentale.

2- La fourchette de référence a été établie à partir de l'hypothèse selon laquelle le résultat du pays ayant les meilleurs résultats ou du pays se classant en troisième du point de vue des résultats augmenté de 1.5 point de pourcentage, détermine la fourchette de référence.

3- Moyenne des trois pays les plus performants

TABLEAU IX - Evolution des taux d'intérêt à long terme dans la Communauté (rendement des obligations d'état)

	1990	1991	1992	1993	1994
Grèce	—	—	—	—	—
Espagne	14.7	12.4	12.2	10.2	9.3
Irlande	10.1	9.3	9.3	7.7	7.8
Portugal	16.8	18.3	15.4	10.8	9.5
Fourchette de réf. <sup>1</sup>	11.8-13.0	11.2-12.1	10.6-12.1	8.7-10.8	9.0-10.3
moyen. p. EU12 <sup>2</sup>	10.9	10.2	9.8	7.9	7.8
moyen.n.p. EU12	11.2	10.6	10.1	8.4	8.1

Notes: 1- La fourchette de référence est déterminée par le taux d'intérêt à long terme le plus élevé et le plus bas, augmenté de 2 point de pourcentage des trois Etats membres obtenant les meilleurs résultats en termes de stabilité des prix. Dans la réalité le Traité ne précise pas exactement comment la valeur de référence doit être calculée: moyenne arithmétique, pondérée. Pour plus de simplicité la moyenne arithmétique a été retenue.

2- Moyennes pondérées et non pondérées l'Union Européenne

<sup>14</sup> Tel que nous l'avons déjà souligné, le degré d'hétérogénéité de la Communauté a considérablement augmenté au fur et à mesure que le processus d'élargissement a pris place.

<sup>15</sup> Rappelons que d'après le Traité de Maastricht l'entrée d'un pays dans la troisième phase se réalise si cinq critères sont respectés : 1/ le taux d'inflation ne peut dépasser de plus de 1.5 points la moyenne des trois Etats ayant la plus faible inflation; 2/ le taux d'intérêt à long terme ne peut diverger de plus de 2 points par rapport à la moyenne des taux des trois Etats ayant les taux d'inflation les plus bas; 3/ le déficit budgétaire national (SPA) doit être inférieur à 3% du PIB, 4/ la dette publique ne peut excéder 60% du PIB. En plus, il faut que les monnaies nationales présentent une stabilité des cours: pendant les deux dernières années en restant dans la bande normale du SME.

TABLEAU X Besoin de financement des administrations publiques des pays de la cohésion, 1990-95 (en pourcentage du PIB)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Grèce <sup>1</sup>	14.0	13.0	11.7	13.3	14.1	13.3
Espagne	3.9	4.9	4.2	7.5	7.0	6.0
Irlande	2.2	2.1	2.2	2.5	2.4	2.0
Portugal	5.5	6.6	3.3	7.2	6.2	5.8
EUR 12 <sup>2</sup>	4.0	4.5	5.0	6.0	5.6	4.7
V.REF. <sup>3</sup>	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0

Notes: 1- Les prévisions pour la Grèce présentent certains problèmes.

2-EUR 12 comprend l'Allemagne occidentale.

3- Valeur de référence tel qu'il est prévu dans le Traité de Maastricht

Source: *Economie européenne*, n° 59, 1995.

TABLEAU XI Dette brute des administrations publiques des pays de la cohésion, 1990-95 (en pourcentage du PIB)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Grèce	82.6	86.1	92.3	115.2	121.3	125.4
Espagne	45.1	45.9	48.4	59.8	63.5	65.8
Irlande	96.8	96.2	93.4	96.1	89.0	83.7
Portugal	67.7	69.3	61.7	66.9	70.4	71.7
EUR 12	—	57.0	60.8	66.1	68.9	72.9
V.REF. <sup>1</sup>	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0

Notes: 1- Valeur de référence telle qu'elle est définie dans le Traité de Maastricht.

Source: *Economie européenne*, n° 59, 1995.

Sur les critères des taux d'inflation et des taux d'intérêt (Tableaux VIII et IX) il faut remarquer que: 1) l'Irlande présentait les meilleurs résultats se rencontrant dans les fourchettes de référence; 2) l'Espagne et le Portugal étaient en dehors des fourchettes de référence, mais s'en sont rapprochés 3) si la Grèce connaît un abaissement de son taux d'inflation, celui reste élevé en termes relatifs. L'Irlande était au début des années quatre vingt-dix parmi les trois pays plus performants en terme d'inflation.

D'autre part, par rapport aux taux de convergence des soldes budgétaires (déficit public et dette du secteur public) tous les pays étudiés se situent en dehors des valeurs de référence. L'Irlande présente, une fois de plus, les meilleurs résultats et l'évolution va dans le bon sens. Le Portugal et l'Espagne ont des positions proches et ont amélioré leur position pendant la période en étude. Enfin, sur ces critères budgétaires, la Grèce présente les résultats moins favorables et sa position est quasiment stable (elle s'est même dégradée en ce qui concerne la dette brute de l'administration publique). Néanmoins, pour l'ensemble de l'UE, seul le

Luxembourg respecte les critères budgétaires. On ne peut donc parler d'une spécificité des pays de la cohésion /<sup>16</sup>.

### 3. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'analyse des échanges intra-UE permet-elle de relever les indices d'un rattrapage ou d'une périphérisation accrue des pays de la cohésion ?

A priori, les pays de la cohésion devraient présenter des dotations factorielles « décalées » par rapport aux autres pays européens. On s'attend, en effet, à ce que ces pays soient relativement abondants en travail peu qualifié avec des niveaux de salaires relativement bas. Ils devraient donc être spécialisés dans les productions intensives dans ce facteur compte tenu de la localisation géographique périphérique des quatre pays de la cohésion /<sup>17</sup>.

Si l'espace économique et géographique de l'UE, et tout particulièrement après la construction du marché unique /<sup>18</sup>, est perçu comme un espace intégré pour les firmes multinationales d'origine européenne et non européenne et pour les PME d'origine européenne, il faut s'attendre à voir d'une part une intensification du commerce entre pays voisins (après le démantèlement tarifaire et non tarifaire) et, le cas échéant, une accélération des localisations productives dans des lieux « centraux » par rapport au marché unique européen. Le premier phénomène s'explique probablement par l'annulation des coûts liés aux douanes, par la proximité géographique et par des phénomènes de concurrence monopolistique et oligopolistique. Le deuxième se rapporte plutôt au double mouvement de la globalisation et de la régionalisation qui d'ailleurs n'est pas spécifique à l'expérience européenne (Oman 1994, Mucchielli et Celimène 1992, Hine 1992, Schott 1990, Melo et Panagariya 1993, Lima 1996.) /<sup>19</sup>. Cette double tendance et, en particulier la globalisation, se traduit par une réduction des coûts variables dans les coûts totaux et par la proximité entre fournisseurs, vendeurs et producteurs. Dans cette perspective une localisation "globale" peut être une localisation locale (régionale). Les "champions européens" pourraient produire dans des localisations globales/locales par rapport au marché européen. Le premier phénomène aura tendance à accélérer les flux au niveau local/régional, mais le second produira très probablement une accélération du phénomène de périphérisation accrue des régions déjà

<sup>16</sup> Pourtant il faut remarquer que si l'on constate une certaine acceptation des critères du taux d'inflation et du taux d'intérêt, par contre ceux concernant les soldes budgétaires font l'objet de critiques (Bean 1992, Krugman 1987, Mendonça 1995). Il est vrai comme le remarquait Krugman en 1987 que dès le moment où l'on admet la libre circulation des capitaux et la stabilité des taux de change il faut abandonner les politiques monétaires indépendantes. Autrement dit, on perd le taux de change en tant qu'instrument de politique économique. Le problème advient du fait qu'après avoir perdu le contrôle de la politique monétaire, les Etats membres sont dans une situation de coordination des politiques budgétaires et semblent s'acheminer vers une perte progressive de ce même contrôle (Bean 1992, De Grawe 1994, Krugman 1987).

<sup>17</sup> Ce qui était explicitement reconnu par Ohlin et a été récemment redécouvert entre autres par Krugman.

<sup>18</sup> Quoique la plupart des barrières non tarifaires identifiées par le Livre Blanc - barrières physiques, techniques et fiscales - (Rapport Cechini 1987) aient été éliminées il en reste quelques unes, i.e., la diversité des impôts (assiette fiscale et taux d'imposition), l'existence des marchés publics, l'inachèvement de la libération des services ... (Flam 1992)

<sup>19</sup> Pour comprendre l'importance du phénomène de régionalisation au niveau mondial voir De la Torre et Kelly, 1992, IMF 1994, Lima 1995, OMC 1995, Greenaway, Hyclack et Thomson 1989, Cable et Henderson 1994.

périphériques <sup>/20</sup> (cas en particulier d'une part de la Grèce, d'autre part de l'Espagne et du Portugal) <sup>/21</sup>.

Dans quelle mesure les flux d'échange se sont alors modifiés après l'adhésion de ces pays (3.1) ? Nous analyserons ensuite la structure des échanges de ce groupe de pays au niveau des échanges intra-communautaire (3.2). Finalement, la nature intra ou inter-branche (3.3) sera caractérisée ? <sup>/22</sup>.

### **3.1 Les flux d'échange entre les pays de la cohésion et les autres pays membres de l'UE.**

L'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce a été réalisée alors même que le taux des échanges intra-communautaires par rapport aux échanges totaux dépassait déjà 60%. En 1986, les exportations intra-UE en pourcentage du total des échanges étaient de 61.5% pour l'Espagne, 68.6% pour le Portugal, de 63.8% pour la Grèce et de 72.6% pour l'Irlande. En 1994, ces mêmes taux étaient respectivement de 64.8%, 75.4%, 54.2%, 70.0%. Ainsi tous les pays en étude, à l'exception de la Grèce, semblent accompagner la tendance à l'accroissement des échanges intra-communautaires. D'ailleurs ces mêmes tendances se vérifient dans l'évolution des importations intra-UE. Entre 1986 et 1994, les parts des importations intra-UE en pourcentage des importations totales de chaque pays passent de 58.3% à 64.4% pour la Grèce, de 51.3% à 63.3% pour l'Espagne, de 59.0% à 71.1% pour le Portugal et de 73.4% à 63.9% pour l'Irlande qui fait donc exception.

Si on regarde les données concernant la dimension et la structure des pays, les flux d'échange entre l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal par rapport aux autres pays membres de la communauté (voir Graphiques Ia, Ib, IIa, IIb, IIIa, IIIb, IVa et IVb et les tableaux correspondants dans l'annexe) les commentaires suivants peuvent être formulés:

1) **Espagne:** en ce qui concerne les exportations espagnoles vers la Communauté, l'essentiel se réalise avec la France et l'Allemagne, et, dans une moindre mesure, de l'Italie. Le Portugal a augmenté sa part passant de 5.2% en 1980, à 11.5% en 1992, valeur qui se maintient en 1994. En ce qui concerne l'Irlande et la Grèce leur part était et reste marginale (respectivement de 0.6% et 1.1% en 1980 et de 0.6% et 1.4 % en 1994). D'ailleurs un scénario très semblable se rencontre du côté des importations. L'Irlande et la Grèce ont des parts dérisoires, inférieures à 1%. Le Portugal a un poids relativement moins important du côté importations: en 1980, ce pays représentait 14.7 % et en 1994 de 11.0%. Il est intéressant de remarquer que l'Espagne renforce en même temps ces relations avec l'autre voisin, c'est-à-dire, la France.

---

<sup>20</sup> Cas en particulier, d'une part de la Grèce et d'autre part du Portugal et de l'Espagne. L'Irlande profite d'une situation particulière à cause de sa proximité physique du Royaume Uni.

<sup>21</sup> Nous laissons de côté la problématique de la régionalisation du commerce mondial et de l'apparition des blocs commerciaux ( Anderson et Blackhurst 1993, Henderson and Norheim 1993, Wonnacott et Wonnacott 1996, Kol 1995, Lima 1996, Lloyd 1992, Schott 1992, Summers 1991).

<sup>22</sup> Nous laisserons de côté les analyses plus traditionnelles des effets de création ou de détournement de trafic (Viner 1950, Lipsey 1960).

2) Grèce: Les exportations grecques se dirigent, après l'adhésion, vers l'Allemagne, la France et l'Italie, mais l'Italie a augmenté son poids au détriment de l'Allemagne. Le poids du Portugal et de l'Irlande est inférieur à 1%, mais l'Espagne est passée de 1.3% en 1980 à 1.4% en 1985 et à 4.1 % en 1994. Au niveau des importations, l'Allemagne, l'Italie et la France sont les premiers partenaires. À nouveau, les faits observés du côté des exportations se reproduisent du côté des importations. Les pays dans le "voisinage" (relatif) de la Grèce - Italie, Allemagne, France- ont des relations privilégiées avec les voisins, relations qui se sont intensifiées avec le processus d'intégration.

3) Irlande: Avant l'intégration, les exportations irlandaises vers les états membres se caractérisaient par une relation prédominante avec le Royaume Uni (84.5 % en 1970). L'adhésion à la CEE se traduit par une diminution spectaculaire de la part du Royaume Uni (39.9% en 1994) et un accroissement de la part de l'Allemagne et de la France. Le Portugal, l'Espagne et la Grèce sont des destinations marginales pour les exportations irlandaises, avec une très petite variation positive après l'adhésion de ces derniers. Au niveau des importations intra-UE l'adhésion à la communauté ne semble pas avoir provoqué des effets semblables à ceux rencontrés antérieurement. Le Royaume Uni continue à présenter une position dominante qui s'est encore renforcée récemment: de 73.3% en 1980, à 65.5% en 1985, puis 68.1% en 1994. Ainsi les relations privilégiées avec le voisin semblent être la caractéristique la plus visible.

4) Portugal: On constate, avant même son adhésion, une chute de la part du Royaume Uni (45% en 1970, 25.3% en 1980, 23.2% en 1985 vers 14.8% en 1992), tandis que la part de l'Allemagne et celle de la France augmente (respectivement, de 1980 à 1994 de 23.1% à 25.0% et de 18.1% à 19.5%). La part de l'Espagne a augmenté très fortement et sa part dans les exportations portugaises est passée de 6.2 % en 1980 à 19.2% en 1994. L'Irlande et la Grèce sont des destinations très marginales pour les exportations portugaises et ont même perdu du poids après l'intégration portugaise. Ce même cas de figure se rencontre avec des nuances du côté des importations intra-UE. L'élément le plus significatif est le poids croissant de l'Espagne qui passe de troisième fournisseur communautaire en 1985 (quatrième en 1980) à premier fournisseur en 1994. À nouveau la proximité semble liée aux effets de l'intégration.

Que peut-on conclure? On peut déceler trois groupes de pays: (i) l'Irlande dont la proximité avec son partenaire commercial préférentiel était la caractéristique la plus visible et qui a décliné avec l'avancée du processus d'intégration européenne, (ii) Le Portugal et l'Espagne dont le commerce réciproque a fortement augmenté, (iii) La Grèce dont le commerce se fait, au niveau communautaire avec les grands pôles du commerce communautaire, l'Allemagne, la France et l'Italie.

Par ailleurs, une analyse des balances intra-12, extra EUR12 et la balance globale (intra et extra-EUR12) <sup>23</sup>, nous permet de voir que (cf. Graphique V, VI, VII, VIII à l'Annexe): 1) l'Irlande présente les meilleures performances avec des balances positives et des soldes qui s'améliorent progressivement à partir des années 80; 2) l'Espagne, qui présentait des soldes presque positifs avec les autres pays européens, mais des soldes négatifs après son adhésion; 3) le Portugal et la Grèce ont de ce point de vue des situations presque semblables: toutes les

---

<sup>23</sup> Les données avant et après 1993 sont produites à partir de méthodologies différentes à cause de l'introduction d'un nouveau système de collecte de données pour les échanges de biens entre pays membre de l'UE (abolition des douanes avec l'entrée en fonctionnement du Marché Unique).

balances présentent des soldes négatifs et croissantes après leur adhésion à la communauté, mais le choc après l'adhésion a été plus fort au Portugal.

### 3.2 La structure des flux d'échange

L'analyse, qui ne reprend pas les approches conventionnelles à *la Balassa* des avantages comparatifs révélés, essaie de comparer les structures des flux d'échange intra-UE, en présentant les données pour chaque pays en pourcentage du total UE par grandes catégories de la CTCI, et en présentant le poids relatif de chaque catégorie de produit dans le total échangé par chaque pays.

L'analyse de la structure des produits échangés par grandes catégories de la CTCI <sup>24</sup> pour la période 1990-1994 - produits agricoles, matières premières, énergie, produits chimiques, machines et matériel de transport et autres produits manufacturés -, au niveau du commerce intra-UE12 (importations et exportations), pour le groupe de pays en étude, aboutit aux observations suivantes.

#### 1) Espagne (voir les tableaux XIIa, XIIb )

Au niveau du commerce intra-UE, les catégories machines et matériel de transport et autres produits manufacturés sont les plus importantes au niveau des importations comme au niveau des exportations. En particulier les importations en provenance de la communauté révèlent un accroissement du poids relatif des produits agricoles et des produits chimiques.

#### 2) Grèce (voir les tableaux XIIIa, XIIIb).

La première place au niveau des exportations intra-UE appartient à la catégorie autres produits manufacturés, près de 50%, suivie par les produits agricoles (24.8%) et les matières premières (13.1%). La même structure se rencontre pour les importations intra-UE, avec un poids amoindri des autres produits manufacturés, 32.9% et de 38.4%/<sup>25</sup>.

#### 3) Irlande (voir les Tableaux XIVa, XIVb).

Par rapport aux importations intra-UE, les machines et matériel de transport (28%) et les autres produits manufacturés (27.2%) viennent en première place, suivies par les produits chimiques (14.7%) et par les produits agricoles (12.2%). La structure des exportations intra-UE se présente différemment avec un poids presque semblable pour les produits agricoles (22.3%), les machines et le matériel de transport (28.6%) et les autres produits manufacturés (22.4%).

#### 4) Portugal (voir les Tableaux XVa, XVb).

---

<sup>24</sup> Il serait intéressant de faire une analyse à un niveau plus désagrégée, mais dans le contexte de notre étude il nous semble pertinent de retenir ce niveau d'analyse. Pour avoir une idée plus précise des spécialisations productives il faut un niveau de désagrégation beaucoup plus forte

<sup>25</sup> Données pour 1994.

Au niveau des exportations intra-UE, on observe une claire concentration dans les catégories autres produits manufacturés (56.7%) et dans celle des machines et matériel de transport (23.2%). Ce scénario se répète à peu près par rapport aux importations.

A ce niveau d'agrégation, il est difficile de caractériser la spécialisation révélée par ces données. Au-delà de la diminution ou de l'augmentation des parts de marché de chaque pays dans l'UE, qu'on peut toujours considérer comme un signe du niveau de compétitivité, il est délicat de parler des bonnes ou de mauvaises spécialisations (Porter 1990). Il nous semble qu'il faut une observation sur une plus longue période pour pouvoir avoir une perception plus claire à ce sujet.



**ESPAGNE**

**TABLEAU XII A - Structure des Produits Echangés dans le Commerce Intra-UE**  
(Exportations/Expéditions)

CTCI rév.3	CTCI	Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total E par CTCI	
		1990	1994	1990	1994	1990	1994
TOTAL	0-9	29959	41786	4.6	5.5		
Produits agricoles	0+1	4038	6429	5.4	6.8	13.5	15.4
Matières premières	2+4	1463	1550	6.2	6.1	4.9	3.7
Energie	3	857	666	3.6	2.6	2.9	1.6
Produits chimiques	5	2104	3145	2.9	3.1	7.0	7.5
Machines, matériel de transport	7	13291	19057	5.6	6.9	44.4	45.6
Autres produits manufacturés	6+8	8133	10719	4.0	4.8	27.1	25.7

**TABLEAU XII B - Structure des Produits Echangés de l'Espagne dans le Commerce Intra-UE**  
(Importations/Arrivées)

CTCI rév.3	CTCI	Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total E par CTCI	
		1990	1994	1990	1994	1990	1994
TOTAL	0-9	38893	47299	5.9	6.5		
Produits agricoles	0+1	3139	5465	4.1	6.0	8.1	11.6
Matières premières	2+4	1736	1860	6.8	7.3	4.5	3.9
Energie	3	781	689	3.1	2.9	2.0	1.5
Produits chimiques	5	4924	6748	6.1	6.9	12.7	14.3
Machines, matériel de transport	7	17808	19800	7.5	7.8	45.8	41.9
Autres produits manufacturés	6+8	10435	12550	5.1	6.2	26.8	26.5

**GRÈCE:**

**TABLEAU XIII A - Structure des Produits Echangés de la Grèce dans le Commerce Intra-UE (1990-1994)**  
(Exportations/Expéditions)

CTCI rév.3	CTCI	Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total GR par CTCI	
		1990	1994	1990	1994	1990	1994
TOTAL	0-9	4002	4285	0.6	0.6		
Produits agricoles	0+1	1096	1120	1.5	1.2	27.4	26.1
Matières premières	2+4	417	518	1.8	2.1	10.4	13.6
Energie	3	180	111	0.7	0.4	4.5	2.6
Produits chimiques	5	97	136	0.1	0.1	2.4	3.2
Machines, matériel de transport	7	142	191	0.1	0.1	3.5	4.5
Autres produits manufacturés	6+8	1973	2138	1.0	1.0	49.3	49.9

**TABLEAU XIII B - Structure des Produits Echangés de la Grèce dans le Commerce Extra-UE**  
(Exportations)

CTCI rév.3	CTCI	Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total GR par CTCI	
		1990	1994	1990	1994	1990	1994
TOTAL	0-9	2235	3620	0.5	0.7		
Produits agricoles	0+1	509	898	1.7	2.3	22.8	24.8
Matières premières	2+4	179	278	2.0	2.3	8.0	7.7
Energie	3	277	717	2.5	5.1	12.4	19.8
Produits chimiques	5	134	204	0.3	0.3	6.0	5.6
Machines, matériel de transport	7	122	294	0.1	0.1	5.5	8.1
Autres produits manufacturés	6+8	965	1182	0.7	0.7	43.2	32.7

**IRLANDE:**

**TABLEAU XIV A - Structure des Produits Echangés dans le Commerce Intra-UE**  
(Exportations/Expéditions)

CTCI rév.3	Valeur en MIO ECU		% du total UE par		% du total IRL par		
	CTCI	1990	1994	CTCI	1994	CTCI	1994
TOTAL	0-9	13938	20037	2.1	2.6		
Produits agricoles	0+1	3094	4462	4.2	4.7	22.2	22.3
Matières premières	2+4	551	510	2.3	2.0	4.0	2.5
Energie	3	107	128	0.4	0.5	0.8	0.6
Produits chimiques	5	1894	3616	2.6	3.6	13.6	18.0
Machines, matériel de transport	7	4440	5732	1.9	2.1	31.9	28.6
Autres produits manufacturés	6+8	3384	4480	1.7	2.0	24.3	22.4

**TABLEAU XIV B - Structure des Produits Echangés dans le Commerce Intra-UE**  
(Importations/Arrivés)

CTCI rév.3		Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total IRL par CTCI	
		1990	1994	1990	1994	1990	1994
TOTAL	0-9	1152	1374	1.7	1.9		
		0	7				
Produits agricoles	0+1	1386	1683	1.8	1.8	12.0	12.2
Matières premières	2+4	240	276	0.9	1.1	2.1	2.0
Energie	3	798	445	3.2	1.9	6.9	3.2
Produits chimiques	5	1609	2024	2.0	2.1	14.0	14.7
Machines, matériel de transport	7	3368	3874	1.4	1.5	29.2	28.0
Autres produits manufacturés	6+8	3811	3745	1.9	1.8	33.1	27.2

**PORTUGAL:**

**TABLEAU XV A - Structure des Produits Echangés dans le Commerce Intra-UE**  
(Exportations/Expéditions)

CTCI rév.3		Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total IRL par CTCI	
	CTCI	1990	1994	1990	1994	1990	1994
TOTAL	0-9	9385	11401	1.4	1.5		
Produits agricoles	0+1	586	722	0.8	0.8	6.2	6.3
Matières premières	2+4	865	670	3.7	2.7	9.2	5.9
Energie	3	231	339	1.0	1.3	2.5	3.0
Produits chimiques	5	464	560	0.6	0.6	4.9	4.9
Machines, matériel de transport	7	2054	2645	0.9	1.0	21.9	23.2
Autres produits manufacturés	6+8	5183	6464	2.6	2.9	55.2	56.7

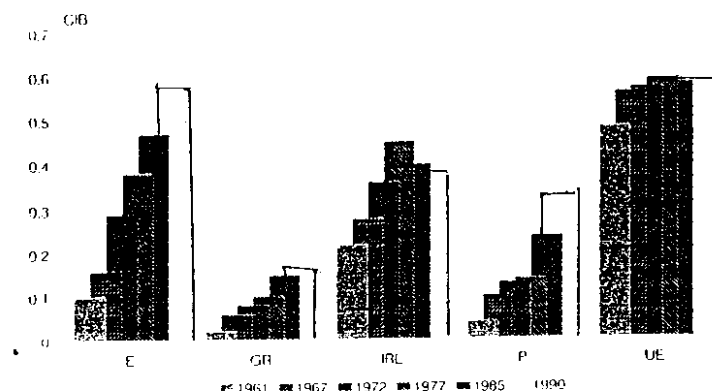
**TABLEAU XV B - Structure des Produits Echangés dans le Commerce Intra-UE**  
(Importations/Arrivés)

CTCI rév.3		Valeur en MIO ECU		% du total UE par CTCI		% du total IRL par CTCI	
		CTCI	1990	1994	1990	1994	1990
TOTAL	0-9	13335	16170	2.0	2.2		
Produits agricoles	0+1	918	1909	1.2	2.1	6.2	11.8
Matières premières	2+4	457	443	1.8	1.7	3.4	0.3
Energie	3	393	297	1.6	1.3	2.9	1.8
Produits chimiques	5	1497	1881	1.8	1.9	11.2	11.6
Machines, matériel de transport	7	5794	6210	2.4	2.4	43.4	38.4
Autres produits manufacturés	6+8	4219	5322	2.1	2.6	31.6	32.9

### 3.3 Flux intra ou inter branche?

Si la pertinence des indices du commerce intra-branche comme indicateur de "développement" n'est pas discutée, il convient de rappeler que l'indice de Grubel et Lloyd implique des pertes d'information importantes (Brulhart et Elliot 1995, Porto et Costa 1995) lié aux effets d'agrégation. L'accroissement de ces indices peut d'ailleurs s'expliquer par des raisons différentes (Dias 1995) et des trajectoires spécifiques. A partir d'un niveau bas, l'augmentation de l'indice résulte-t-elle d'un accroissement plus rapide des exportations ou des importations? Selon la réponse, les conclusions en termes de compétitivité sectorielle sont, en effet, opposées. Malgré ces réserves nous utiliserons les indices Grubel et Lloyd (CIB) pour comparer l'évolution de commerce intra-branche des pays de la cohésion par rapport à l'UE (voir Figure 1). en termes de statique comparative.

FIGURE 1  
COMMERCE INTRA UE, 1961-90  
(indices Grubel Lloyd non ajustés, produits manufacturés)



Source: Selon les données de Brulhart et Elliot (1985)

On rencontre à nouveau trois types de pays: 1) l'Irlande avec des niveaux élevés de CIB, mais qui semblent en stagnation; 2) l'Espagne et le Portugal avec des niveaux de CIB en accroissement, se rapprochant des niveaux UE, mais l'accroissement en Espagne a été beaucoup plus rapide; 3) la Grèce dont les niveaux sont les plus bas de l'UE, même si on constate une tendance vers l'accroissement des indices.

On remarque que l'Irlande présente toujours des valeurs élevées, la Grèce et le Portugal ont des valeurs très inférieures par rapport au niveau de l'UE. L'Espagne se caractérise par des niveaux proches de la moyenne communautaire. Si le niveau du commerce intra-branche est généralement plus élevé dans les six membres originaux de la CEE, il est donc plus bas en Grèce, au Portugal et en Espagne, même si ces pays sont ceux qui présentent les plus forts accroissements des indices du commerce intra-branche. De plus, on constate quelques signes

de stagnation ou même un renversement de tendance dans l'accroissement du commerce intra-branche dans certains pays dont l'Irlande /<sup>26</sup> (Brulhart et Elliot, 1995).

Finalement, les effets présumés du processus d'intégration sur flux commerciaux se caractérisent par: 1) les relations de voisinage souvent plus intenses (notamment pour les pays du Sud); 2) En termes de structure des produits échangés, les quatre pays présentent des différences importantes qui empêchent des conclusions générales /<sup>27</sup>; 3) l'ajustement lié au processus de l'intégration a été accompagné d'un accroissement des indices du commerce intra-branche ce qui permet de penser, que les coûts d'ajustement ont été réduits (même si cette évolution cache en réalité une transition vers une plus grande spécialisation inter-sectorielle).

#### 4. LES POLITIQUES DE COHESION

Dans le domaine des politiques économiques, la principale originalité de l'UE vient de sa contribution à la résolution des problèmes posés par l'inégal développement des économies communautaires c'est-à-dire par la mise en œuvre d'une politique de transfert de ressources entre les pays et les régions, à l'instar d'ailleurs de ce qui arrive dans les Etats fédéraux (Walsh et Petchey, 1993) /<sup>28</sup>. Ces politiques ont pourtant suscité peu d'attention. Il est vrai que la politique agricole commune a longtemps absorbé l'essentiel du budget communautaire. Ses objectifs redistributifs n'étaient alors ciblés que les agriculteurs /<sup>29</sup>. Les écarts considérables, sinon croissants, entre pays membres ou entre régions, n'ont longtemps pas été perçus, comme un vrai problème pour la Communauté européenne. Or, en termes généraux, l'expérience du Plan Marshall dans l'immédiat après-guerre européen ou celle de Corée du Sud et de Taiwan dans les années 1960 (G. Ranis, 1995), avaient montré que, sous certaines conditions, l'aide extérieure, notamment comme transfert de ressources à des fins structurelles, pouvait être un auxiliaire précieux dans les processus de rapprochement économique rapide. Elle permettait, notamment, la diminution des contraintes budgétaires sur les investissements en infrastructures, en capital humain et en équipement social (tableau XVI). Cela devait être encore plus vrai dans des économies plus intégrées. Ainsi, le levier des transferts est apparu dans le contexte des approfondissements communautaires (Marché unique, Monnaie unique).

---

<sup>26</sup>Le même phénomène se vérifie pour le Danemark, la France, l'Italie et le Royaume Uni. D'ailleurs après que le phénomène fût identifié par Greenaway 1987 et ensuite par Globerman et Dean 1990, d'autres auteurs ont étudié la signification de ce ralentissement (Brulhart et Elliot 1996)

<sup>27</sup> Voir De Nardis et alii (1996)

<sup>28</sup> Ainsi, par exemple, aux Etats-Unis, au cours des années 1970, pendant l'expansion pétrolière, le Texas a versé des transferts au Massachusetts. Dans les années 1980, lorsque l'économie de cet Etat avait repris, ce fût l'inverse.

<sup>29</sup> Les transferts liés à la garantie des prix des produits agricoles (FEOGA - Garantie), ayant des effets fort significatifs sur les revenus qui touchent les agriculteurs européens, sont devenus l'aspect dominant de la PAC (voir par exemple, Padoa-Schioppa, 1987). Cependant, notre analyse portera ici plutôt sur les transferts liés aux mesures structurelles. Les premiers sont essentiellement des transferts courants et les deuxièmes en capital (bien que souvent la distinction purement statistique ne soit pas facile, par exemple, lorsqu'il s'agit des aides pour l'éducation ou à la formation des chômeurs ou à la modernisation de la production dans les régions en déclin).

TABLEAU XVI - Evolution du Ratio FBCF Publique/PIB

	1985	1992	Variation en point 1985-1992
Espagne	3,7	5,1	1,4
Grèce	4,4	3,6	-0,8
Irlande	4,0	2,4	-1,6
Portugal	2,5	4,0	1,5
EUR 12	2,8	2,8	0

Source: Commission européenne.

#### 4.1 Le système des aides structurelles.

Le premier pas significatif vers une politique commune d'aide et d'ajustement structurels a été donné en 1985, avec la création des PIM (*Programmes Intégrés Méditerranéens*) qui s'adressaient explicitement aux pays et régions méditerranéens les moins développés <sup>30</sup>. Mais ce sera au cours des années suivantes, dans le contexte de l'Acte Unique et, en premier lieu, afin de répondre aux problèmes posés par son impact sur les pays membres relativement moins développés, que la situation a évolué et que la politique de recherche de la cohésion économique et sociale est devenue l'un des volets principaux des politiques communautaires. Ainsi, les Fonds structurels (FEDER, FSE et FEOGA-Orientation) <sup>31</sup>, vont-ils faire l'objet d'une réforme profonde et leurs ressources budgétaires seront doublées à prix constants, entre 1987 et 1992, tandis que leur part augmentait dans le budget total. D'après le Rapport financier de la Communauté, en 1994, les dépenses au titre d'actions structurelles, qui comprennent les Fonds structurels et de cohésion et quelques autres initiatives de moindre portée (RETEX, Leader, etc.), ont représenté 31,6% du total (17,2% en 1980 et 6,3% en 1975), et celles avec la PAC 49,4% (FEOGA-G: 71% des dépenses totales en 1980). Cette "révolution" dans le budget communautaire ne se comprend cependant pas, sans tenir compte des changements survenus simultanément dans le budget de la Communauté et, notamment, par le mécanisme correcteur institué par le Conseil européen de Fontainebleau (1984), qui a permis de mieux équilibrer les rapports crédit-débit de chaque pays "contribuable" et de mettre en place la "quatrième ressource" (1988), établie proportionnellement au PNB de chaque Etat (en 1994, 28% du total des recettes de l'UE). Ces deux instruments ont sans doute rendu le budget communautaire globalement plus équitable (Padoa-Schioppa, 1987).

La figure II montre le niveau des contributions nettes totales (moyennes des années 1992-3) au budget communautaire de chaque pays par rapport au PIB. Les quatre pays de la cohésion sont naturellement bénéficiaires nets. L'UEBL, à cause des dépenses de nature administrative - c'est le seul cas où les dépenses communautaires en salaires sont supérieures au FEOGA -,

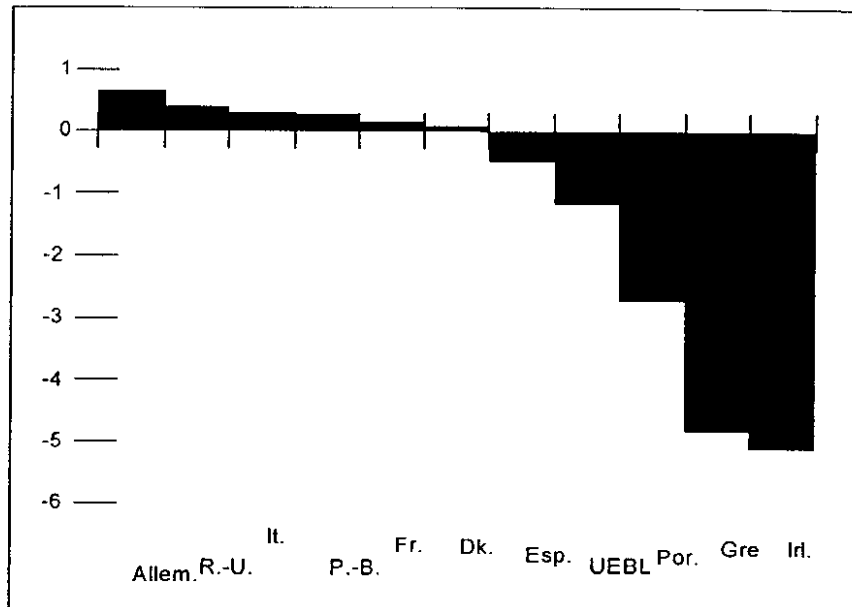
<sup>30</sup> Sur le bilan de cette expérience communautaire voir V. Panaghos 1989 et G. N. Yannopoulos 1989.

<sup>31</sup> Le FEOGA-Orientation et le FSE, Fonds Social Européen, ont été créés dans les premières années de la CEE tandis que le FEDER l'a été en 1975, néanmoins, ils sont tous demeurés marginaux dans la vie de la Communauté jusqu'à la deuxième moitié des années 1980, avec la mise en œuvre de l'Acte Unique. En ce qui concerne encore les premières décennies de la CE, les prêts de la CECA et du BEI, ont aussi joué un rôle important dans la politique structurelle bien qu'ils fussent consacrés à des fins sectorielles et locales (e.g., reconversion des régions où le charbon et l'acier étaient produits).

dépasse le pourcentage de bénéfice reçu par l'Espagne qui est pourtant le pays qui reçoit le plus en termes absolus (voir pour la période 1994-99, cf. Tableau XVII). Les deux pays qui reçoivent proportionnellement le plus -Irlande et Grèce- sont l'un le plus performant, l'autre le moins.

Le Rapport Padoa-Schioppa (1987), réalisé dans le cadre des travaux préparatoires pour le Marché Unique, exposait ainsi les fondements théoriques de la politique communautaire de transferts à utilisation structurelle. Il attirait l'attention sur le fait que les fonctions d'affectation et de redistribution des ressources ne coïncidaient pas. Cette conclusion, bien qu'elle ne fût pas tout à fait neuve (voir Walsh et Petchey, 1993), était très importante dans la mesure où elle niait les automatismes simples et réclamait des politiques plus complexes afin d'atteindre l'objectif de la convergence. De plus, il reconnaissait que l'évolution spontanée des forces économiques, libérées par le Marché Unique, pouvait conduire sinon à des inégalités croissantes, du moins à leur maintien. Il était donc nécessaire de mener une politique visant à leur réduction, par exemple, en favorisant des investissements dans les industries intensives en R&D dans les pays et les régions périphériques (ce qui devait d'ailleurs, accélérer leur marche vers une plus grande efficacité).

FIGURE 11 - CONTRIBUTIONS NETTES AU BUDGET DE L'UE  
(Moyenne des années 1992 et 1993 ; en pourcentage du PIB)



Les priorités établies par la Commission en 1987, en vue de la réussite du Marché Unique, lesquelles ont été ensuite reconnues en tant *objectifs* <sup>32</sup>, l'action des Fonds structurels devait se centrer sur:

- ⇒ les régions en retard économique (objectif 1);
- ⇒ les régions industrielles en déclin (objectif 2);
- ⇒ le chômage de longue durée (objectif 3);
- ⇒ l'emploi des jeunes (objectif 4);
- ⇒ le développement agricole et rural (objectif 5a et b);

En 1995, après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, un nouvel objectif s'est joint aux précédents. Il vise à encadrer les aides régionales de ces deux derniers pays:

- ⇒ les régions arctiques (objectif 6).

Les Fonds structurels réformés vont jouer un rôle de premier plan en vue d'une meilleure redistribution des gains et, par la suite, au cours des processus d'approfondissement <sup>33</sup>. La

<sup>32</sup> Pour plus de détails sur cet ensemble d'objectifs, voir par exemple Padoa-Schioppa, 1987, pp. 122-9. Cet ordre de priorités se maintient aujourd'hui dans l'essentiel; pour une analyse des premières années des Fonds structurels, jusqu'en 1993, voir par exemple l'ouvrage d'A. Buzelay et A. Hannequart, 1994.

<sup>33</sup> Au-delà de l'accroissement auparavant mentionné, au sommet d'Edimbourg, en décembre 1992, il a été prévu un nouvel accroissement des Fonds structurels de l'ordre de 40% (prix constants) sur l'ensemble de la période 1994-99, c'est-à-dire, celle de la mise en place de la monnaie unique.

reconnaissance communautaire de la possibilité d'une évolution double et paradoxale a aussi créé des conditions pour une utilisation plus large mais aussi plus rationnelle et systématique de la politique de transferts liés aux mesures structurelles /<sup>34</sup>. La politique d'aides structurelles de la Communauté, présupposait d'ailleurs un certain degré de participation nationale au financement des projets. Ainsi deux Cadres Communautaire d'Appui (CCA) - accords où la Communauté et les autorités nationales et régionales se mettaient d'accord sur les actions à poursuivre et sur la participation de chaque partenaire au financement -, ont été mis en place (le premier en 1989-93 et le deuxième est en cours sur la période 1994-1999).

Le Traité de l'Union Européenne a créé le Fonds de Cohésion. L'accès à ce Fonds, est cependant conditionné à l'adoption de politiques conformes aux critères de convergence établis par le Traité (art. 104-C), qu'on a analysé au point 2.2. Les deux aspects, cohésion, qui renvoie à la recherche de la convergence réelle, et convergence nominale étaient donc explicitement liés dans le Traité de Maastricht. Les pays qui se trouvaient dans cette situation, pouvaient bénéficier des transferts mais, en même temps, ils étaient contraints à suivre les critères de convergence nominale et à chercher une gestion macro-économique efficace. Le Conseil de l'ECOFIN (ministres de l'Economie et des Finances des "Quinze") a, en juillet 1995, alerté trois pays de la cohésion (Espagne, Grèce et Portugal) sur le fait que les aides liées au Fonds de Cohésion pourraient être retirées dans le cas de résultats insuffisants en matière d'assainissement budgétaire.

Tous les pays membres ont bénéficié de transferts de Fonds structurels, mais leur application en 1989-93, s'est nettement concentrée sur l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal (61% du total, 80% y compris l'Italie, surtout le Mezzogiorno, pendant la première phase du système). De nouveau, ces quatre pays absorberont presque la moitié des allocations financières prévues pour les Fonds structurels dans la période 1994-99 (tableau XVII). Cependant, au cours de cette dernière période d'autres pays, comme l'Allemagne (ex-RDA), le Royaume Uni (Irlande du Nord et Nord de l'Ecosse) et la France (Corse et outre-mer), bénéficieront d'aides structurelles importantes, notamment en ce qui concerne l'objectif 1, instrument privilégié de la lutte contre les inégalités au sein de l'UE (art. 130-A). Bien que les chiffres sur les deux périodes ne soient pas tout à fait comparables, ils indiquent cependant une réduction de la part relative des "quatre" au cours du deuxième CCA.

---

<sup>34</sup> Dans ce but, il a même été créé ce que A. Buzelay et A. Hannequart appellent "le système des fonds structurels", op. cit., pp. 67-104.



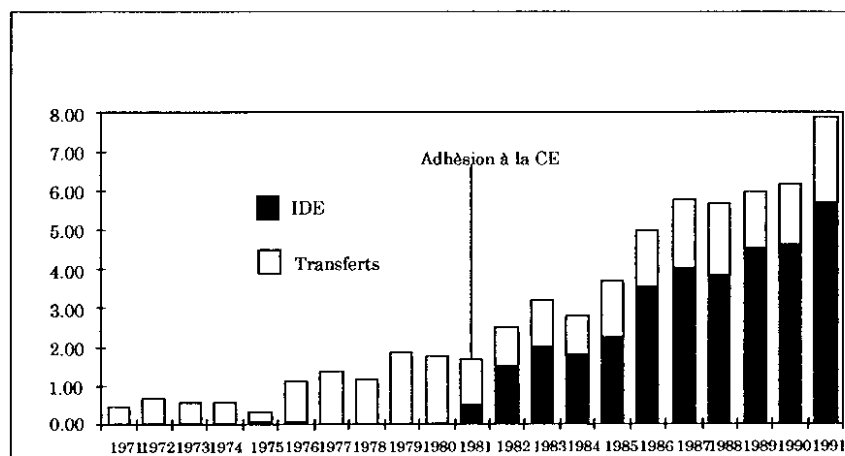
TABLEAU XVII - Dotations pour les Fonds structurels, 1994-1999(millions d'ecus, prix de 1994)

	Valeur	%
Espagne	32 810	22,9
Grèce	15 066	10,5
Irlande	6 004	4,2
Portugal	15 396	10,7
Sub-total	69 276	48,4
Fonds de cohésion 1993-99 (prix 1992)	(15 150)	—
TOTAL	143 102	100

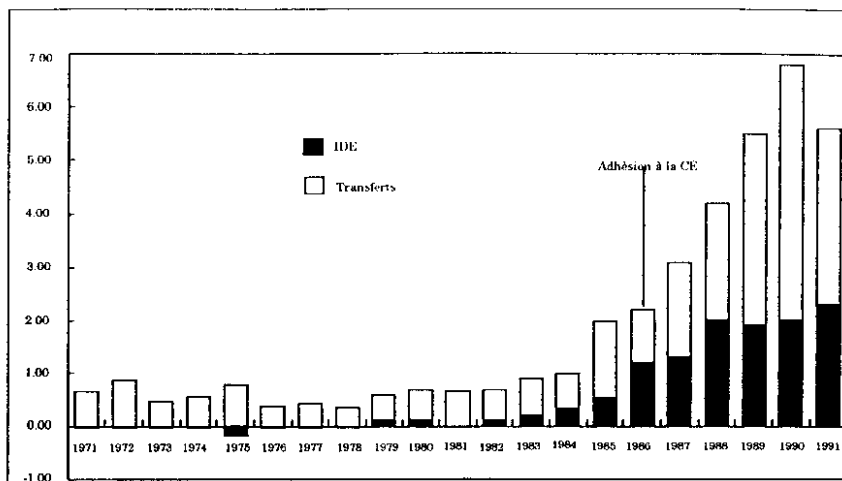
Source: EUROSTAT

FIGURE III - Transferts et IDE en % du PNB

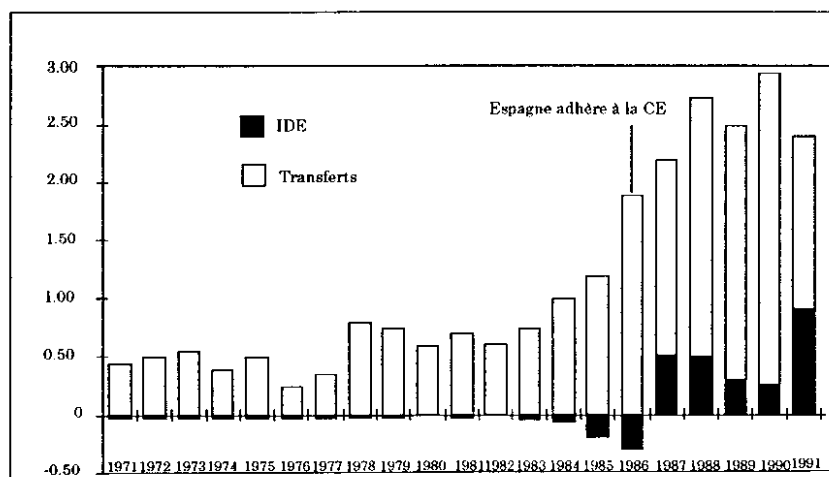
GRÈCE



## PORTUGAL



## ESPAGNE



Source: A. Krueger (1995)

En vue d'une plus grande efficacité et de la cohérence du système, l'expérience des aides structurelles et de leurs réformes a attiré de plus en plus l'attention sur le besoin de nouvelles réformes portant, cette fois, sur l'ensemble des aides et, notamment, les aides de la PAC (FEOGA-G) et les aides à l'industrie. En effet, malgré les liens évidents, ces politiques qui absorbent la plus grande part du budget communautaire ne sont pourtant pas coordonnées, notamment au niveau régional. D'ailleurs, au cours du 2ème semestre de 1996, la Présidence irlandaise de l'UE a essayé de susciter un débat dans ce sens.

#### 4.2 Des résultats encore modestes et peu évalués.

A peu près dix années se sont écoulées depuis la première réforme des Fonds structurels de 1987. Il y a donc déjà une expérience raisonnable de cette politique, qui permet d'en analyser les résultats. Ont-ils effectivement contribué à une réduction des écarts de développement entre les pays membres ? Quels ont été les aspects positifs et négatifs principaux de cette politique ? Quelles leçons pouvons nous tirer et quelles recommandations devons nous faire pour le futur et pour les pays et zones qui ont des problèmes semblables ?

Néanmoins, des bilans rigoureux sur la mise en œuvre des aides structurelles communautaires (Fonds structurels et de cohésion) et sur leurs résultats restent difficiles à établir. La difficulté est d'autant plus grande qu'il s'agit d'un phénomène international nouveau (par le cadre d'intégration économique entre pays) <sup>35</sup>. Même le Protocole additionnel au Traité de Maastricht relatif à la cohésion économique et sociale, a explicitement reconnu qu'il fallait faire une "évaluation exhaustive" de cette politique. Dans ces conditions, les adversaires et partisans traditionnels de cette politique tendent à s'affronter dans un terrain plutôt idéologique <sup>36</sup>.

A. Buzelay (1996, p. 581), constate ainsi la modestie des résultats. Il écrit notamment: "*Ces faibles résultats nous rappellent que les mutations structurelles sont un processus d'autant plus lent que les régions y ayant recours sont celles qui en ont le plus besoin*" <sup>37</sup>. Néanmoins, les Fonds ont, même indirectement, contribué à certains des progrès enregistrés et déjà analysés plus haut. Aussi, au-delà des transferts unilatéraux, traditionnellement importants dans ces économies périphériques (il suffit de tenir compte de l'émigration), la conjugaison des aides structurelles, de l'essor de l'investissement direct étranger, et l'afflux de capitaux (Figure III) a créé une situation nouvelle. Les transferts ont fonctionné comme une garantie de du choix européen ce qui a pu stimuler les entrées de capitaux et l'attrait général de leurs marchés (Silva, 1990).

---

<sup>35</sup> D'après J. Bachtler et R. Michie (1995, p. 750): "*The main difficulty in this area concerns the inconsistencies in the commitment and approach to evaluation between countries and regions. Although most Member States support the principle of greater assessment of Structural Funds operations, they are divided in the extent to which detailed reporting to the Commission and evaluation is justified*" (souligné par nous).

<sup>36</sup> Voir à cet égard le débat entre M. Keating et R. Leonardi, *West European Politics*, avril 1995, pp. 408-417.

<sup>37</sup> Dans le cadre du débat sur une nouvelle réforme du système des aides communautaires (qui vise par exemple, la coordination de la PAC et des Fonds structurels), qui vient juste d'être lancé, et qu'on a évoqué plus haut, le Commissaire européen de l'agriculture, F. Fischler a fait récemment des déclarations (*Financial Times*, 08.11.96), qui vont dans une direction semblable, en constatant l'échec de la politique régionale, notamment dans les zones rurales: "*Structural weaknesses are destroying the prospects of rural areas: they are dwindling away because of gaps in infrastructure, too few jobs and inadequate services ... (these weaknesses were) discouraging companies from setting up in the country (rural areas could only survive if they offered the location for a wide range of services including agriculture, forestry, crafts, tourism and industry)*".

## 5. CONCLUSION

En ce qui concerne le développement inégal de ses états membres, la Communauté européenne originelle ne disposait d'aucun encadrement particulier, ni théorique, ni pratique, ni institutionnel. Cependant, son évolution après les trois premiers élargissements et surtout avec l'Acte Unique, l'a conduite à poser de plus en plus quelques questions issues de cette problématique. En particulier, pour ses avancées dans le chemin du marché unique et de l'Union économique et monétaire, l'UE avait besoin de mettre en œuvre le principe de la cohésion économique et sociale fondée sur le postulat qu'une meilleure allocation des ressources ne résolvait pas par elle-même toutes les inégalités entre pays membres. Des politiques d'accompagnement étaient par conséquent considérées comme nécessaires pour répartir plus équitablement les gains de l'Union. Récemment, Begg et Mayes (1993, p. 446), ont essayé d'introduire le concept d'égalité des chances « communautaire » : plutôt que de chercher une égalisation des gains, ou un nivellement tout court, entre pays membres, il était préférable de donner aux pays moins développés les mêmes conditions ("*level-playing fields*") afin qu'ils puissent faire face aux défis qui découlent des approfondissements.

Donc, après 1985, dans le cadre des processus du Marché unique et ensuite de l'Union économique et monétaire, l'UE a déjà accumulé une expérience riche et relativement variée, quoique récente, notamment avec l'utilisation des Fonds structurels et de cohésion. Toutefois, force est de constater que l'UE n'a pas encore soumis son expérience dans ce domaine à un examen approfondi et systématique.

En ce qui concerne, l'évolution des "pays de la cohésion" les performances en matière de « convergence réelle » recouvrent assez bien les performances en matière de « convergence nominale ». Cependant, à l'exception de l'Irlande, le resserrement des critères de convergence nominale ces dernières années, a nettement coïncidé avec un ralentissement du processus de rattrapage réel.

L'expérience des "pays de la cohésion", bien qu'elle présente quelques résultats positifs, plus ou moins généralisables, reste très disparate dans l'évolution de chaque cas.

**ANNEXE 1**  
SOURCE: EUROSTAT

**ESPAGNE:**

**TABLEAU 1A**

**Exportations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	F	IRL	I	NL	P	UK
1960	100.0	4.4	2.6	29.5	0.3	12.2	0.7	15.7	4.0	0.7	29.9
1970	100.0	4.9	2.5	25.6	1.4	20.8	0.8	11.7	6.9	5.4	20.0
1980	100.0	5.1	1.0	19.6	1.1	31.6	0.6	15.0	7.3	5.2	13.4
1985	100.0	4.8	1.2	20.6	1.3	29.6	0.6	13.5	5.7	11.5	11.7
1990	100.0	4.4	0.8	19.4	1.1	29.9	0.5	15.4	6.6	8.9	12.9
1992	100.0	4.6	0.9	22.1	1.1	28.6	0.4	15.4	5.8	10.6	10.6
1994	100.0	4.4	0.9	20.6	1.4	29.6	0.6	13.5	5.7	11.5	11.8

**TABLEAU 1B**

**Importations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	F	IRL	I	NL	P	UK
1980	100.0	5.1	1.7	26.3	0.4	26.3	1.2	15.9	6.9	1.5	14.7
1985	100.0	4.5	1.2	29.0	24.0	0.5	25.7	1.3	12.4	2.1	17.8
1990	100.0	5.1	1.2	27.8	0.3	25.3	0.9	17.1	6.9	4.3	11.0
1992	100.0	5.4	1.3	26.8	0.4	26.8	1.1	15.7	6.2	4.5	11.8
1994	100.0	6.2	1.3	24.0	0.4	28.4	1.4	13.7	7.1	4.4	13.0

**GRÈCE:**

**TABLEAU 2A**

**Exportations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	E	F	IRL	I	NL	P	UK
1960	100.0	2.3	0.6	45.2	0.5	10.3	0.6	14.9	4.6	0.7	21.0
1970	100.0	6.4	1.6	43.5	2.6	10.7	0.2	17.0	5.9	0.7	11.4
1980	100.0	3.7	1.8	37.6	1.1	15.0	0.2	19.8	11.6	0.7	8.4
1985	100.0	3.5	1.3	37.6	1.1	15.0	0.2	19.8	11.6	0.7	8.4
1990	100.0	3.2	1.3	34.3	2.3	15.2	0.3	26.1	5.5	0.4	11.5
1992	100.0	3.9	1.1	36.2	3.8	11.1	0.3	28.1	4.2	0.5	10.8
1994	100.0	3.0	1.5	39.0	4.1	9.9	0.6	25.6	4.6	0.7	11.0

**TABLEAU 2B**

**Exportations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	F	IRL	I	NL	P	UK
1980	100.0	4.8	1.5	33.9	2.2	15.1	0.9	20.7	9.4	0.4	11.1
1985	100.0	5.8	2.3	35.4	2.6	13.4	0.8	19.4	12.1	0.3	7.9
1990	100.0	5.8	2.0	32.1	3.1	12.6	0.9	24.0	10.5	0.6	8.2
1992	100.0	5.6	2.2	32.3	3.5	12.5	1.0	22.6	11.0	0.6	8.7
1994	100.0	5.9	2.3	25.4	4.9	12.5	1.3	25.9	11.6	0.5	9.7

**IRLANDE:****TABLEAU 3A****Exportations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	E	F	I	NL	P	UK
1960	100.0	0.7	0.2	3.0	0.1	0.5	0.9	0.9	0.7	0.2	92.8
1970	100.0	2.9	0.2	4.2	0.1	0.6	4.0	1.6	1.8	0.1	84.5
1980	100.0	6.6	1.0	12.9	0.5	1.2	10.2	4.1	7.2	0.3	56.1
1985	100.0	5.9	1.3	14.7	0.7	1.7	12.2	5.4	9.9	0.4	47.0
1990	100.0	5.9	1.4	15.7	0.7	2.9	14.1	5.9	7.7	0.6	45.1
1992	100.0	6.6	1.4	17.2	0.7	3.1	13.0	5.5	9.4	0.7	43.0
1994	100.0	5.6	1.4	20.2	0.7	3.4	13.2	5.6	8.0	0.6	39.9

**TABLEAU 3B****Importations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	E	F	I	NL	P	UK
1980	100.0	2.7	0.9	8.1	0.1	0.8	6.6	2.6	4.7	0.3	73.3
1985	100.0	1.2	1.3	11.5	0.2	1.2	7.1	2.7	6.4	0.5	65.5
1990	100.0	3.2	1.2	11.1	0.1	1.3	6.2	3.2	7.1	0.5	66.1
1992	100.0	3.1	1.4	11.5	0.1	0.9	6.2	3.1	7.1	0.4	66.1
1994	100.0	2.5	1.2	11.6	0.1	1.4	5.8	3.2	5.4	0.4	68.1

**PORTUGAL:****TABLEAU 4A****Exportations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	E	F	IRL	I	NL	UK
1960	100.0	7.9	3.5	25.4	1.1	2.8	8.6	0.7	9.1	5.6	35.3
1970	100.0	5.8	6.2	16.0	0.6	4.1	10.4	1.2	6.2	4.4	45.0
1980	100.0	5.3	3.0	23.1	0.5	6.2	18.1	0.6	9.8	6.1	25.3
1985	100.0	5.7	3.3	22.0	0.5	6.6	20.4	0.9	6.3	11.0	27.3
1990	100.0	4.2	2.9	22.6	0.7	18.0	21.0	0.6	5.6	7.9	16.3
1992	100.0	4.7	2.8	26.0	0.7	19.1	20.2	0.5	4.0	7.1	15.4
1994	100.0	4.8	3.1	25.1	0.6	19.2	19.5	0.7	4.4	7.1	15.4

**TABLEAU 4B****Importations Intra-UE (en pourcentage des Echangés Intra-UE)**

	UE 12	UEBL	DK	D	GR	E	F	IRL	I	NL	UK
1980	100.0	6.8	1.3	25.9	0.2	12.1	16.0	0.4	11.6	6.3	19.3
1985	100.0	4.7	1.3	25.0	0.1	16.1	17.5	0.7	11.3	11.3	6.9
1990	100.0	5.6	1.2	20.8	0.1	22.0	16.6	0.6	14.3	8.5	10.4
1992	100.0	5.1	1.1	20.4	0.1	22.5	17.4	0.5	13.9	9.3	9.7
1994	100.0	4.8	1.2	19.5	0.2	28.0	18.0	1.0	12.0	6.1	9.2

Source: EUROSTAT

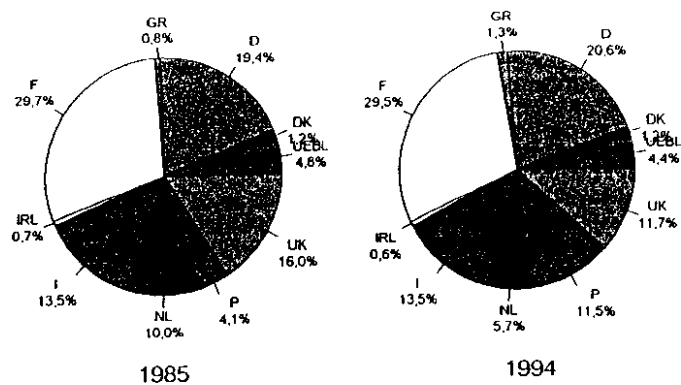
**TABLEAU 5****Commerce Intra-Branche de la Communauté (1961-1990)****(Indices Gruebel-Lloyd Non-Ajustés, Produits Manufactures)**

PAYS	1961	1967	1972	1977	1985	1990
E	0.10	0.16	0.29	0.38	0.47	0.57
GR	0.02	0.06	0.08	0.10	0.15	0.16
IRL	0.22	0.28	0.38	0.45	0.40	0.38
P	0.004	0.10	0.13	0.14	0.24	0.30
UE	0.48	0.56	0.57	0.59	0.58	0.59

**Source:** Brulhart et Elliot (1995)

## GRAPHIQUE Ia

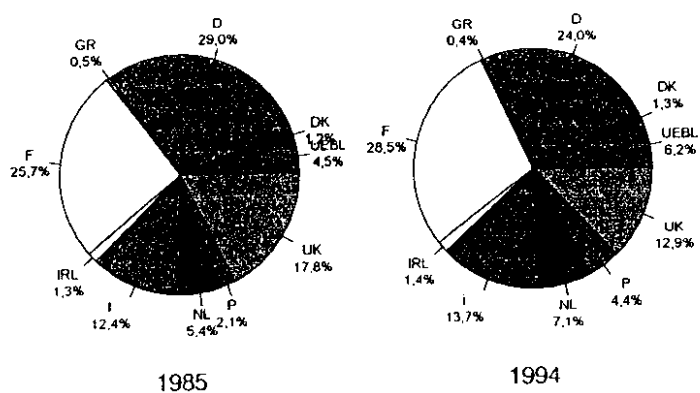
### Exportations intra-UE de l'Espagne



SOURCE EUROSTAT

## GRAPHIQUE Ib

### Importations intra-UE de l'Espagne

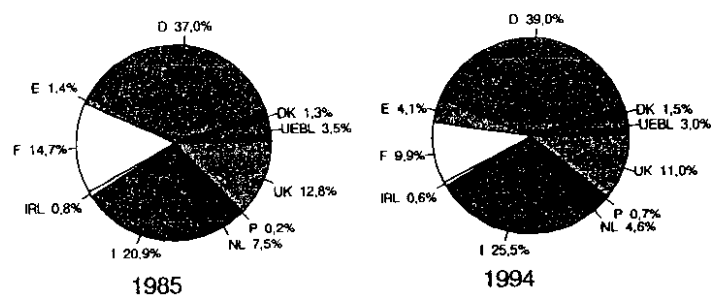


SOURCE:EUROSTAT



## GRAPHIQUE IIa

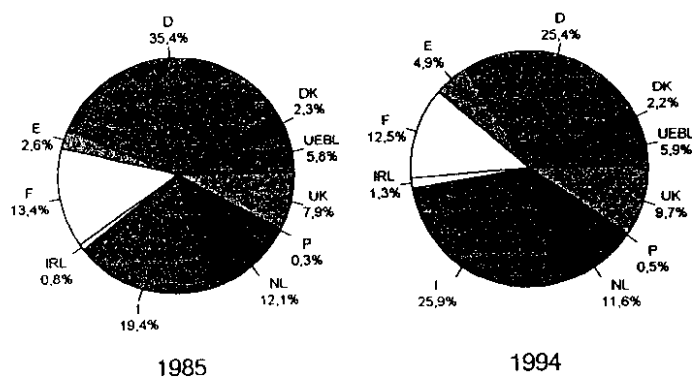
### Exportations intra-UE de la Grèce



SOURCE:EUROSTAT

## GRAPHIQUE IIb

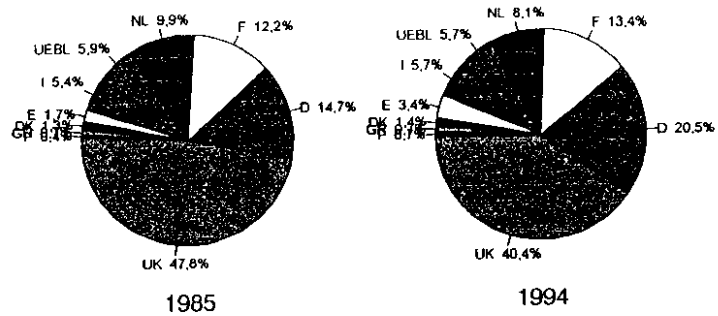
### Importations intra-UE de la Grèce



SOURCE:EUROSTAT

### GRAPHIQUE IIIa

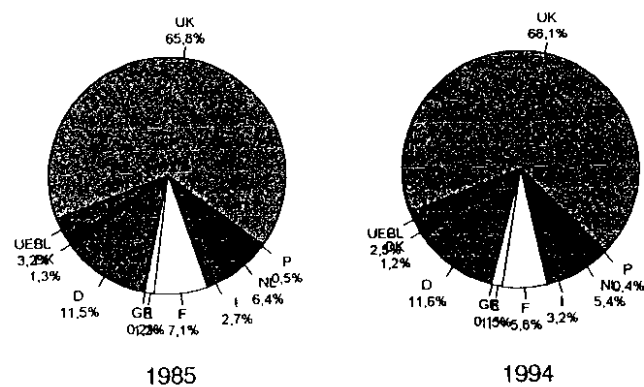
#### Exportations intra-UE de l'Irlande



SOURCE:EUROSTAT

### GRAPHIQUE IIIb

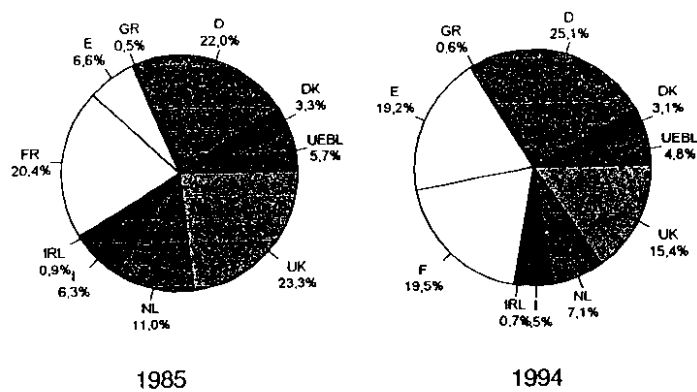
#### Importations intra-UE de l'Irlande



SOURCE:EUROSTAT

## GRAPHIQUE IVa

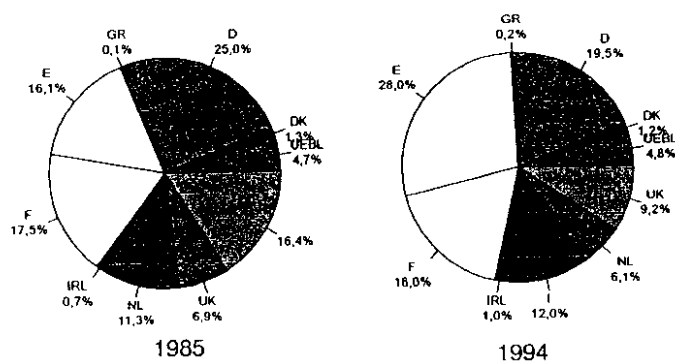
### Exportations intra-UE du Portugal



SOURCE:EUROSTAT

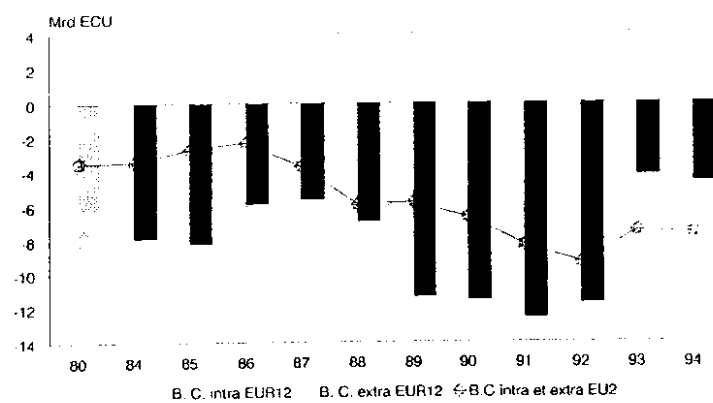
## GRAPHIQUE IVb

### Importations intra-UE du Portugal



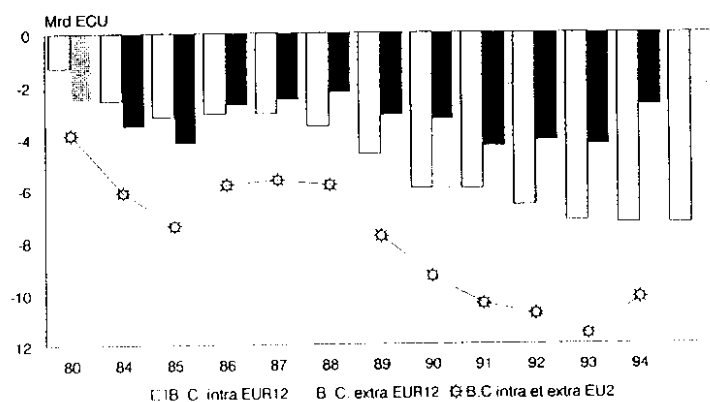
SOURCE:EUROSTAT

# GRAPHIQUE V BALANCES COMMERCIALES - ESPAGNE



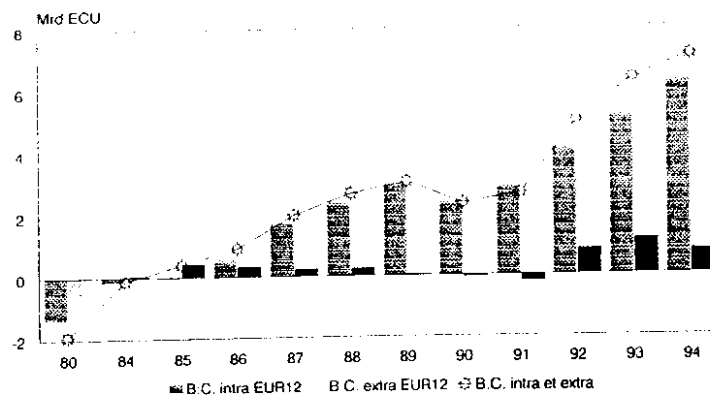
SOURCE: EUROSTAT

# GRAPHIQUE VI BALANCES COMMERCIALES - GRÈCE



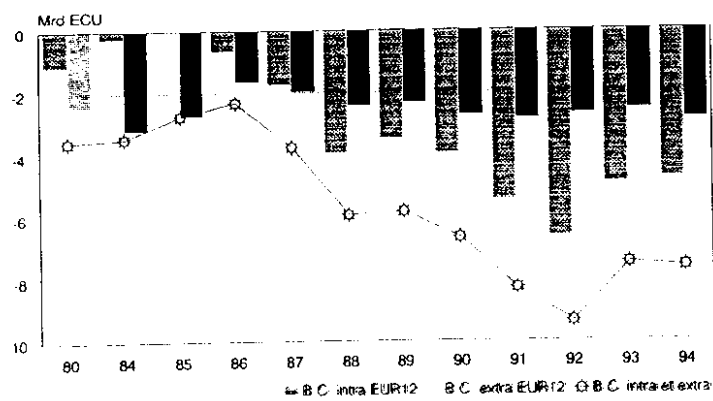
SOURCE: EUROSTAT

## GRAPHIQUE VII BALANCES COMMERCIALES - IRLANDE



SOURCE: EUROSTAT

## GRAPHIQUE VIII BALANCES COMMERCIALES - PORTUGAL



SOURCE: EUROSTAT

## BIBLIOGRAPHIE

- ALOGOSKOUFIS, George S., (1992), Fiscal Policies, Devaluations and Exchange Rate Regimes: The Stabilisation Programmes of Ireland and Greece, *The Economic and Social Review*, Vol. 23, n° 3, avril, pp. 225-246.
- ANDERSON, K., et BLACKHURST, R., (1993), *Regional Integration and the Global Trading System*, Harvester/Wheatsheaf, London, xxv-502 p.
- BACHTLER, John, et MICHIE, Rona, (1995), A New Era in EU Regional Policy Evaluation? The Appraisal of the Structural Funds, *Regional Studies*, Vol. 29, n° 8, décembre, pp. 745-751.
- BALASSA, B., (1966), Tariff Reduction in Manufactures among the Industrial Countries, *American Economic Review*, 56, pp. 466-473.
- BALDWIN, R. E., (1994), *Towards an Integrated Europe*, Centre for Economic Policy Research, Londres, xxv-234 p.
- BARRY, Frank, (1996), Peripherality in Economic Geography and Modern Growth Theory: Evidence from Ireland's Adjustment to Free Trade, *The World Economy*, Vol. 19, n° 3, mai, pp. 345-365.
- BEAN, C. (1992), Economic and Monetary Union in Europe, *Journal of Economic Perspectives*, 6(4), pp. 31-52.
- BEGG, Ian, et MAYES, David, (1993), Cohesion in the European Community, A Key Imperative for the 1990?, *Regional Science and Urban Economics*, Vol. 23, n° 3, pp. 427-448.
- BHAGWATI, Jagdish, (1994), Free Trade: Old and New Challenges, *The Economic Journal*, Vol. 104, pp. 231-246.
- BIANCHI, Jaime de Piniés, (1992), The Single Market, Economies of Scale, Economic Growth and the New Protectionism from Southern European Countries, *Journal of Development Planning*, n° 2 ("Implications of the Single European Act for Non-Member Countries"), United Nations, N.Y., pp. 117-129.
- BLISS, Christopher, et BRAGA DE MACEDO, Jorge, Eds (1990), *Unity with Diversity in the European Economy*, Centre for Economic Policy Research, Cambridge University Press, xxiii-368 p.
- BRADLEY, John, et al., (1995), *Regional Aid and Convergence, Evaluating the Impact of the Structural Funds on the European Periphery*, Avebury, Aldershot, xiv-299 p.
- BRULHART, M. et ELLIOTT (1995), A Critical Survey of Trends in Intra-Industry Trade, SPES research paper, 25 p.
- BUZELAY, Alain, et HANNEQUART, Achille, Eds, (1994), *Problématique régionale et cohésion dans la Communauté européenne*, TEPSA - Groupe d'études politiques européennes, Economica, Paris, vi-158 p.
- BUZELAY, Alain, (1996), Rôle et limites des Fonds structurels communautaires dans la poursuite de la Cohésion économique et sociale, *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 401, septembre-octobre, pp. 579-584.

- CABLE, V., et HENDERSON, (1994), Trade Blocs - The Future of Regional Integration, The Royal Institute of International Affairs, London, ix-198 p.
- CADOT, Olivier, FAINI, Riccardo, MELO, Jaime de, (1995), Early Trade Patterns under the European Agreements: France, Germany and Italy, *European Economic Review*, Vol. 39, n° 3/4, Avril, pp. 601-610.
- COMIN, Francisco, (1995), La Difícil Convergencia de la Economía Española: un Problema Histórico, *Papeles de Economía Española*, n° 63, pp. 78-91.
- COMITE POUR L'ETUDE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE (Comité Delors), (1989), Rapport sur l'Union économique et monétaire dans la Communauté européenne, Bruxelles
- DE GRAWE, Paul, (1994), The Economics of Monetary Integration, Oxford University Press, 2ème ed., Oxford, vi-226 p.
- DIAS, J., (1996), Comércio intra-ramo, integração europeia e competitividade: uma análise do caso português, Documento de Trabalho, 6/96, ISEG, Lisboa, 25 p.
- ECONOMIE EUROPEENNE, (1990), Marché unique, monnaie unique, n° 44, octobre, 378 p.
- ECONOMIE EUROPEENNE, (1995), Rapport sur la convergence 1994, n° 56.
- EI-AGRAA, A.M. (1989), Methods of Measurement of International Integration, MacMillan, London, xi-382 p.
- ESCOSURA, L. Prados de la, et SANZ, Jorge C., (1995), Growth and Macroeconomic Performance in Spain, 1939-93, Discussion Paper Series (n° 1104), Centre for Economic Policy Research, Londres, 61 p.
- EUROPEAN COMMISSION, (1995), Cohesion and Development Challenge Facing the Lagging Regions, Regional Development Studies, Bruxelles, 71 p.
- FLAM., H., (1992), Product Markets and 1992: Full Integration, Larger Gains, *Journal of Economic Perspectives*, 6(4), pp. 7-30
- GALY, Michel, PASTOR, Gonzalo, et PUJOL, Thierry, (1993), Spain: Converging with the European Community, Occasional Paper n° 101, International Monetary Fund, Washington DC, vii-58 p.
- GEARY, Patrick T., (1992), Ireland's Economy in the 1980s: Stagnation and Recovery - A Preliminary Review of the Evidence, *The Economic and Social Review*, Vol. 23, n° 3, avril, pp. 253-281.
- GEORGAKOPOULOS, Theodore, PARASKEVOPOULOS, Christos, e SMITHIN, John, Eds, (1994), Economic Integration between Unequal Partners, Edward Elgar, Aldershot, xviii-310 p.
- GLOBERMAN, S., et DEAN, J.W., (1990), Recent Trends in Intra-Industry Trade and Their Implications for Future Trade Liberalization, *Weltwirtschaftliches Archiv*, 126(1), pp 25-49.
- GREENAWAY, d. (1987), Intra Industry Trade, Intra Firm Trade and European Integration, *Journal of Common Market Studies*, 26, pp 153-172.
- GREENAWAY, D., HYCLAK, T. et THORNTON, R.J. (1989), Economic Aspects of Regional Trading Agreements, Harvester Wheatsheaf, London, xiii-266 p.

- GREENAWAY, D. et HINE, C. (1991), Intra-Industry Specialization, Trade Expansion and Adjustment in the European Economic Space, *Journal of Common Market Studies*, 24, pp. 603-622.
- GUICHARD, François, et LAVALLÉ, Bernard, (Textes réunis par), (1993), *L'Adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE, Bilan et perspectives*, Maison des Pays Ibériques, Bordeaux, 265 p.
- HENDERSON, K., et NORHEIM, H., (1993), History, Geography and Regional Economic Integration, in Anderson and Blackhurst (1993) (eds), pp 19-51.
- HIMA, I.H., (general ed.) (1994), *Economic Integration between Unequal Partners*, Aldershot, Edward Alger, xviii-310 p.
- KEATING, Michael, (1995), A Comment on Robert Leonardi, *West European Politics*, Vol. 18, n° 2, avril, pp. 408-412.
- KENNEDY, Kieran A., (1992), Real Convergence, *The European Community and Ireland*, *Journal of the Statistical and Social Inquiry Society of Ireland*, Vol. XXVI, Part IV, pp. 213-257.
- KENNER, Jeff, (1994), Economic and Social Cohesion - The Rocky Road Ahead, *Legal Issues of European Integration*, n° 1, pp. 1-37.
- KOL, J., (1995), Regionalisation, Polarisation and Blocformation in the World Economy, EUPSE programme meeting, Universidade de Coimbra, 22 p..
- KRUEGER, Anne O., (1995), *Trade Policies and Developing Nations*, The Brookings Institution, Washington, xxvi-124 p.
- KRUGMAN, Paul, (1987), L'intégration économique en Europe: problèmes conceptuels, Efficacité, stabilité, équité, T. Padoa-Schioppa (Rapport), *Economica*, Paris, pp. 147-173.
- KRUGMAN, Paul, (1993), *Geography and Trade*, The MIT Press, 4ème édition, Cambridge, Mass., xi-142 p.
- LAFAY, Gérard, et UNAL-KESENCI, Deniz, (1990), *L'intégration européenne. Bilan et perspectives*, *Economica*, Paris, 125 p.
- LAZARO, Laureano, et CORDERO, Gervasio, (1995), La Política de Cohesión Económica y Social de la UE: Evaluación desde la Perspectiva Española, *Papeles de Economía Española*, n°63, pp. 335-357.
- LELART, Michel, (1994), *La construction monétaire européenne*, Dunod, Paris, 243 p.
- LEONARDI, Robert, (1993), Cohesion in the European Community: Illusion or Reality?, *West European Politics*, Vol 16, n° 4, octobre, pp. 492-517.
- LEONARDI, Robert, (1995), A response to Michael Keating, *West European Politics*, Vol. 18, n° 2, avril, pp. 413-417.
- LIMA, M.A., (1994), La montée des mesures non tarifaires- les années 80, *Estudos de Economia*, pp 195-211.
- LIMA, M. A. (1996), Regionalisation, Globalisation and the Emerging World Economy: the case of the World Trade Organisation, the Regional Integration Agreements and the European Union, paper presented to the 8<sup>th</sup> SASE Conference, Geneva, 32 p.



- LOPES, José da Silva, Ed., (1993), Portugal and EC Membership Evaluated, Pinter Publishers/St. Martin's Press, London et New York, xiii-256 p.
- MACHLUP, Fritz, (1977), A History of Thought on Economic Integration, The Macmillan Press, xi-323 p.
- MARIAS, Epaninondas, (1994), Solidarity As an Objective of the European Union and the European Community, Legal Issues of European Integration, n° 2, pp. 85-114.
- MATTHEWS, Alan, (1994), Managing the EU Structural Funds in Ireland, Cork University Press, vi-58 p.
- MAYES, D., (1993), The Implications of Closer Integration, in D.G. Mayes (eds), The External Implications of European Integration, NY, Harvester/Wheatsheaf.
- McCARTHY, Thomas G., (1993), On the Use of the Structural Funds, WP n° 38, mai, Maynooth College, 11 p.
- MENDONÇA, António, (1995), O Sistema Monetário Europeu e a Passagem à Terceira Fase da UEM: Problemas Actuais e Cenários de Evolução, Actes de la Conférence "Por onde vai a economia portuguesa?", juin, ISEG, Lisbonne, pp. 563-594.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, CELIMENE, Fred, Eds, (1993), Mondialisation et régionalisation, un défi pour l'Europe, Ed. Economica, Paris, xiii-550 p.
- NARDIS, S., GOGLIO, A., et MALGARINI, M., ( 1996), Regional Specialisation and shocks in Europe: some Evidence from Regional Data, Weltwirtschaftliches Archiv, 132 (2), pp. 197-215.
- OMAN, C., (1994), Globalisation et régionalisation: quels enjeux pour les pays en développement?, Paris, OCDE, 131 p.
- PADOA-SCHIOPPA, Tommaso, Ed., (1987), Efficacité, stabilité, équité, Economica, Paris, xi-219 p.
- PANAGHOS, Vassilios, (1989), Les programmes intégrés méditerranéens: Peut-on les considérer comme l'instrument privilégié de développement du sud-européen?, Revue du Marché commun, n° 328, juin, pp. 330-335.
- PORTER, M., (1990), The Competitive Advantage of Nations, Mac Millan Press, London
- PORTO, M. et COSTA, F., (1995), Trade Liberalization , Intra-Industry Trade and Adjustment in Portugal, EUSPES programme meeting, Universidade de Coimbra, 26 p.
- RANIS, Gustav, (1995), Another Look at the East Asian Miracle, The World Bank Economic Review, Vol. 9, n° 3, pp. 509-534.
- ROLLET, P., (1992), Spécialisation internationale et intégration européenne, Paris, Economica, 145 p.
- SALA-I-MARTIN, Xavier, (1994), Regional Cohesion: Evidence and Theories of Regional Growth and Convergence, Discussion Paper Series n° 1075, CEPR, 46 p.
- SCHOTT, J. J., (1990), Trading Blocs and the World Trading System, The World Economy, 13(3), pp. 1-17.

- SILVA, Joaquim Ramos, (1990), Luso-American Economic Relations and Portuguese Membership of the European Community, Portugal: An Atlantic Paradox, Institute for Strategic and International Studies, Lisbon, pp. 77-139.
- SILVA, Joaquim Ramos, (1994), La nouvelle géopolitique de l'économie portugaise, Lusotopie, n° 1-2, pp. 51-73.
- SILVA, Joaquim Ramos, (1996), A Regionalização Multiforme da Economia Mundial, Integration and Specialization, Ed. Manuel Porto, Curso de Estudos Europeus, Faculdade de Direito da Universidade de Coimbra, pp. 39-55.
- STEVENS, C., (1982), EEC and Third World - a Survey, Hodder and Stoughton, London.
- SWANN, Dennis, Ed., (1993), The Single European Market and Beyond, Routledge, Londres et New York, xiv-299 p.
- TOVIAS, Alfred, (1990), Foreign Economic Relations of the European Community, The Impact of Spain and Portugal, Lynne Rienner Publishers, Boulder & Londres, xii-137 p.
- TSOUKALIS, L., (1993), The New European Economy, Oxford University Press, Oxford, xiii-256 p.
- VAN YPERSELE, Jacques, (1989), Le système monétaire européen, Origines, fonctionnement et perspectives, Perspectives européennes, 3ème édition, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, 173 p.
- VINER, J., (1950), The Customs Union Issue, Steven & Son, London
- WALLACE, William, (1994), Regional Integration: The West European Experience, The Brookings Institution, Washington D. C., xxviii-142 p.
- WALSH, Cliff, et PETCHEY, Jeff, (1993), Fiscal Federalism: An Overview of Issues and a Discussion of their Relevance to the European Community, European Economy, Reports and Studies, n° 5, pp. 25-62.
- WONNACOTT, R. J., (1996), Trade and Investment in a Hub and Spoke System versus a Free Trade Area, World Economy, 19 (3)
- WTO (1995), Le Régionalisme et le Système Commercial Mondial, WTO, Genève, 116 p.
- YANNOPOULOS, George N., (1989), The Management of Trade-Induced Structural Adjustment: An Evaluation of the EC's Integrated Mediterranean Programmes, Journal of Common Market Studies, Vol. XX VII, n° 4, Juin, pp. 283-301.